



RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2006 B 01964

Numéro SIREN : 444 495 774

Nom ou dénomination : SOGETI High Tech

Ce dépôt a été enregistré le 20/07/2017 sous le numéro de dépôt 29067

SOGETI HIGH TECH SAS

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2016)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

Aux Associés,
SOGETI HIGH TECH SAS
2 – 10 rue Marceau
92130 Issy les Moulineaux

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SOGETI HIGH TECH, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note B.1 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe qui expose un changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement n°2015-06 de l'ANC.

*PricewaterhouseCoopers Audit SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social: 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483 TVA n° FR 76 672 006 483 Siret 672 006 483 00362 Code APE 6920 Z. Bureaux: Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Les fonds commerciaux et malis techniques sur actifs incorporels, dont le montant net figurant au bilan au 31 Décembre 2016 s'établit à 43 974 milliers d'euros, fait annuellement l'objet d'une comparaison entre la valeur nette comptable et la valeur actuelle selon les modalités décrites dans la note 1.1 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par la direction de la société et à revoir les calculs effectués par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

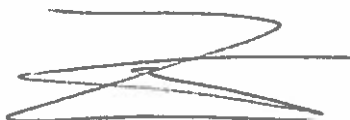
III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 12 avril 2017

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Richard Béjot

SOGETI HIGH TECH SAS

2-10 Rue MARCEAU
92130 ISSY LES MOULINEAUX

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2016

BILAN AU 31 DECEMBRE 2016

Bilan actif (en milliers d'euros)

Rubrique	Montant brut	Amort. Depr.	Net 31/12/2016	Net 31/12/2015
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	140	140		
Concessions, brevets et droits similaires	11 201	9 952	1 249	1 569
Fonds commercial	4 706	4 401	305	43 974
Autres immobilisations incorporelles	43 669		43 669	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage				
Autres immobilisations corporelles	11 517	9 257	2 260	2 917
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	758		758	
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	6 765	2 351	4 414	4 279
Autres immobilisations financières	207		207	618
ACTIF IMMOBILISE	78 963	26 101	52 862	53 358
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	80 199	225	79 974	88 001
Autres créances	117 325		117 325	129 336
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	2 709		2 709	6 037
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	510		510	490
ACTIF CIRCULANT	200 743	225	200 518	223 863
Ecarts de conversion actif	1		1	0
TOTAL GENERAL	279 707	26 326	253 381	277 221

Bilan passif (en milliers d'euros)

Rubriques	Exercice 2016	Exercice 2015
Capital social ou individuel (dont versé : 15 246)	15 246	15 246
Primes d'émission, de fusion, d'apport	41 257	41 257
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	1 427	1 427
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	38 808	45 739
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-7 937	-6 931
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	88 801	96 738
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	3 275	3 522
Provisions pour charges	13 269	13 997
PROVISIONS	16 544	17 518
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	58 321	742
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 047	901
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 786	10 922
Dettes fiscales et sociales	44 998	54 061
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	43	72 037
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	25 841	24 115
DETTES	148 035	162 778
Ecart de conversion passif	0	186
TOTAL GENERAL	253 381	277 221

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers d'euros)

Rubriques	France	Exercice 2016 Exportation	Total	Exercice 2015
Ventes de marchandises	15 536	112	15 648	464
Production vendue de biens				
Production vendue de services	210 734	1 845	212 579	212 710
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	226 270	1 957	228 227	213 174
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			283	39
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			4 749	3 370
Autres produits			51	0
PRODUITS D'EXPLOITATION			233 309	216 583
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			77 956	63 020
Impôts, taxes et versements assimilés			8 366	7 548
Salaires et traitements			116 904	116 343
Charges sociales			52 250	53 480
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 500	1 443
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			162	44
Dotations aux provisions			5 277	5 198
Autres charges			71	100
CHARGES D'EXPLOITATION			262 487	247 177
RESULTAT D'EXPLOITATION			-29 179	-30 594
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			1 249	1 258
Produits financiers de participations			176	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			520	16
Reprises sur provisions et transferts de charges			136	142
Différences positives de change			417	1 100
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			640	1 586
Dotations financières aux amortissements et provisions			129	146
Intérêts et charges assimilées			351	363
Différences négatives de change			160	1 078
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			609	-327
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-28 570	-30 921

Rubriques	Exercice 2016	Exercice 2015
PRODUITS EXCEPTIONNELS		851
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		851
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	109	1 525
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	343
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	33	1 002
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	76	180
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-109	-673
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-20 742	-24 663
TOTAL DES PRODUITS	234 558	218 693
TOTAL DES CHARGES	242 495	225 624
BENEFICE OU PERTE	-7 937	-6 931

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	6	22. Tableau de variation des provisions	18
B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	6	23. Etats des échéances des dettes	19
1. Immobilisations incorporelles	6	24. Dettes concernant les entreprises liées	20
1.1 Fonds commercial et malis techniques sur actifs incorporels	7	25. Charges à payer	20
1.2 Frais de recherche et développement	7	26. Comptes de régularisation	21
1.3 Logiciels	8	26.1 Produits constatés d'avance	21
2. Immobilisations corporelles	8	26.2 Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaie étrangère	21
3. Immobilisations financières	8	E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	21
4. Créances et dettes	8	27. Ventilation du chiffre d'affaires	21
5. Opérations en devises	9	28. Charges et produits financiers avec les entreprises liées	22
6. Provisions réglementées	9	29. Résultat exceptionnel	22
7. Provisions	9	30. Impôt sur les bénéfices	22
8. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations	9	30.1 Intégration fiscale	22
8.1 Prestations en régie	9	30.2 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	23
8.2 Prestations au forfait	9	30.3 Incidence des évaluations fiscales dérogatoires	23
9. Engagements de retraite	10	30.4 Variation de la dette future d'impôt	24
10. Crédit d'Impôt Recherche	10	F. INFORMATIONS DIVERSES	25
11. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi	10	31. Effectif moyen	25
C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF	11	32. Identité de la société mère consolidante	25
12. Immobilisations incorporelles et corporelles	11	33. Engagements hors bilan	25
13. Amortissements	12	33.1 Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables	25
14. Immobilisations financières	12	33.2 Crédit-bail et engagements de location non résiliables	26
15. Dépréciation des postes de l'actif	13	34. Liste des filiales et des participations	27
16. Etat des échéances des créances	14	35. Engagements sur le personnel	28
17. Créances concernant des entreprises liées	15	35.1 Engagements de retraite et assimilés	28
18. Créances représentées par des effets de commerce	15	36. Rémunération des organes de direction	29
19. Produits à recevoir	15	G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	29
20. Comptes de régularisation	16		
20.1 Charges constatées d'avance	16		
20.2 Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères	16		
D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF	17		
21. Tableau de variation des capitaux propres	17		

A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Par décision collective en date du 25 janvier 2016, l'apport partiel d'actifs portant sur l'ensemble des éléments d'actif et de passif composant la branche d'activité « Informatique de Gestion (IG) » de la Société au bénéfice de Capgemini Technology Services a été approuvé par les Associés de la Société. En rémunération dudit apport partiel d'actifs au profit de Sogeti High Tech, Capgemini France, en qualité d'Associé Unique de Capgemini Technology Services, a procédé à l'augmentation de capital de Capgemini Technology Services par émission de 37 938 actions nouvelles d'un (1) euros chacune. La Société est devenue propriétaire de 37 938 actions nouvelles de Capgemini Technology Services, chacune d'une valeur nominale d'un (1) euro.

Ainsi depuis le 25 janvier 2016, la Société détient une participation dans le capital social de Capgemini Technology Services, société par actions simplifiée. Le capital social de Capgemini Technology Services est ainsi détenu :

- à hauteur de 99,26% par Capgemini France,
- à hauteur de 0,74% par Sogeti High Tech.

Les faits marquants concernant sa filiale, Capgemini Technology Services, sont les suivants :

Capgemini Technology Services a conclu avec la société Capgemini France une convention de successeur avec une date d'effet au 1^{er} avril 2016 pour regrouper les fonctions support organisées en services partagés au sein de Capgemini Technology Services. A ce titre, Capgemini Technology Services refacture les sociétés françaises du groupe, pour les prestations de service rendues auprès de chacune d'elles.

B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été élaborés et présentés conformément aux principes comptables français en vigueur à la clôture de l'exercice, et ce dans le respect du principe de prudence, de l'indépendance des exercices, et en presumant de la continuité de l'exploitation. Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 9 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après :

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur valeur historique (hors réévaluation).

La valeur d'utilité des immobilisations incorporelles est testée dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur, et au moins une fois par an en ce qui concerne le fonds de commercial et le poste malis techniques sur actifs incorporels.

1.1 Fonds commercial et malis techniques sur actifs incorporels

Changement de méthode comptable :

Conformément au règlement ANC n°2015-06, à l'ouverture de l'exercice 2016, les malis techniques qui étaient comptabilisés dans le compte fonds commercial ont été affectés, opération par opération, aux actifs sous-jacents sur lesquels existaient les plus-values latentes.

En l'espèce les actifs sous-jacents sont des éléments incorporels du fonds commercial. Par conséquent les malis techniques ont été reclassés dans un nouveau compte comptable qui apparaît au bilan sur le poste autres immobilisations incorporelles.

Les malis techniques sur actifs incorporels s'élèvent à 43 669 K€ et sont constitués du :

- Mali de fusion Cap Sogeti.com – Sogeti France (2005) :	33 434 K€
- Mali de fusion Sinfor (2006) :	9 846 K€
- Mali de fusion Euratec (2009) :	389 K€

Ces derniers ont une durée d'utilisation non limitée.

Restent comptabilisés dans le poste fonds commercial les éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entité.

La valeur d'utilité du fonds commercial dont la durée d'utilisation n'est pas limitée, ainsi que la valeur d'utilité du poste malis techniques sur actifs incorporels qui est lié au fonds commercial, sont testées au moins une fois par an.

Les tests de valeur du fonds commercial et du poste malis techniques sur actifs incorporels consistent en l'évaluation de la valeur d'utilité de la société. L'évaluation de cette valeur d'utilité, s'appuyant sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire, du plan stratégique à 3 ans et étendu sur un horizon de 5 ans, qui incluent des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Les taux d'actualisation (s'appuyant sur le coût moyen pondéré du capital) et de croissance à long terme appliqués au-delà de 5 ans sont appréciés à partir d'analyses du secteur dans lequel l'entité exerce son activité.

Lorsque la valeur d'utilité de l'entité est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur correspondante est affectée au poste fonds commercial et le cas échéant au poste malis techniques sur actifs incorporels.

Lorsque la durée d'utilisation du fond commercial est limitée, celui-ci fait l'objet d'un amortissement. Il n'existe aucune dotation aux amortissements sur l'exercice. En effet, les fonds commerciaux amortissables pour 4 382 K€ sont déjà totalement amortis au 31 décembre 2015.

1.2 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont engagés principalement pour faire évoluer des progiciels dont la société est éditrice, ou dans le cadre de la mise en œuvre de nouvelles offres et/ou solutions nécessitant des investissements lourds en méthodologies et supports. Ils sont inscrits à l'actif lorsqu'ils concernent des projets nettement individualisés et qui ont de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale.

L'amortissement des frais de recherche et développement s'effectue sur 3 ans.

1.3 Logiciels

Les logiciels servant d'outils de production qui constituent un moyen d'exploitation pour l'entreprise ou donnent lieu à des prestations facturées à des clients sont comptabilisés en immobilisations incorporelles. Les coûts de création intègrent le coût des charges directement ou indirectement liées à la mise en état d'utilisation du logiciel.

Les logiciels sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans qui correspond à la durée d'utilité des logiciels.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et ne font pas l'objet de réévaluation.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés dans leur coût d'entrée.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire, fondé sur la durée de vie d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Des amortissements exceptionnels sont pratiqués dès lors que des immobilisations doivent être mises au rebut avant la fin du plan d'amortissement : ils permettent ainsi de ramener à zéro la valeur nette comptable de ces immobilisations.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Agencements et installations :	3 à 15 ans
Matériel informatique :	2 à 5 ans
Matériels de transport :	3 à 5 ans
Mobilier de bureau :	2 à 5 ans
Mobilier :	5 à 10 ans

3. Immobilisations financières

Les prêts figurent au bilan à leur valeur historique.

Lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence entre les deux. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux futurs de trésorerie actualisés, selon la méthode décrite précédemment (confère paragraphe 1 – Immobilisations incorporelles). Au cas particulier des titres de participation, la valeur d'utilité est corrigée de l'endettement net.

4. Créances et dettes

Les créances correspondent à la juste valeur de la contrepartie à recevoir. En cas de différé de paiement au-delà des délais accordés habituellement par la société, et lorsque l'effet est significatif sur la détermination de la juste valeur, les paiements futurs font l'objet d'une actualisation.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les factures à émettre ou émises d'avance ainsi que les factures non parvenues sont comptabilisées hors TVA.

5. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération, ou au taux couvert lorsque des couvertures de change ont été mises en place.

Les dettes, créances et disponibilités en devises sont valorisées au bilan :

- soit au taux en vigueur à la date de clôture. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écarts de conversion. Les pertes latentes de change éventuelles donnent lieu à la comptabilisation d'une provision pour perte de change ;
- soit au taux couvert lorsque les opérations ont fait l'objet de couvertures de change.

6. Provisions réglementées

Depuis le 17 août 2012, les dispositions fiscales n'autorisent plus la constitution, en franchise d'impôt, d'une provision pour investissement à hauteur de 50% de la différence entre le régime dérogatoire propre à la société, lorsque celui-ci est plus favorable, et le régime légal. La société a donc cessé de constituer de telles provisions malgré l'existence d'un accord de participation dérogatoire.

En revanche, les provisions antérieurement dotées au titre de ce régime continuent de suivre le régime antérieur.

7. Provisions

Une provision est reconnue au bilan de clôture d'un exercice si et seulement s'il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut-être estimé de manière fiable.

8. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations :

8.1 Prestations en régie

Le chiffre d'affaires et les coûts des prestations en régie sont reconnus au fur et à mesure de la prestation.

8.2 Prestations au forfait

Le chiffre d'affaires sur prestations au forfait, qu'il s'agisse de contrats correspondant à la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon la méthode « à l'avancement ». Les coûts des prestations au forfait sont reconnus lorsqu'ils sont encourus.

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan en créances clients ou factures à émettre, selon qu'elles ont été facturées ou non.

9. Engagements de retraite

La valeur actuelle des engagements est calculée annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées.

Elle est déterminée en actualisant les prestations futures attendues. Le taux d'actualisation retenu est calculé sur la base des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance comparable à la maturité de l'engagement. Ce taux s'élève à 1,50 % au 31 décembre 2016 (contre 2,00% au 31 décembre 2015).

Les hypothèses retenues dans le cadre de l'évaluation des engagements sont objectives et mutuellement compatibles. Elles tiennent compte de la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites, et qui reporte, entre autres, l'âge minimum de départ à la retraite à 62 ans pour les personnes nées à compter de 1956, et augmente de 1 à 2 trimestres l'âge de départ « taux plein » pour les autres générations.

Ainsi que le permet la recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 (abrogeant la recommandation CNC n°2003-R.01), les écarts actuariels résultant de changements d'hypothèses actuarielles ou de différences entre les hypothèses actuarielles retenues et l'expérience sont amortis selon la méthode du corridor, sur la durée de vie active moyenne résiduelle dans l'entreprise attendue des membres du personnel bénéficiant du régime, pour la fraction excédant 10% de la valeur actuelle des engagements. De la même manière, les coûts des services passés résultant de changements de régime sont comptabilisés en résultat de manière étalée, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

10. Crédit d'Impôt Recherche

La société mène des activités de recherche. Elle bénéficie à ce titre du dispositif relatif au Crédit d'Impôt Recherche, qu'elle comptabilise en diminution de l'impôt sur les sociétés.

11. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la société a comptabilisé un CICE de 4 448 milliers d'euros en crédit d'impôt société.

Ce CICE a permis en 2016 d'améliorer le fonds de roulement de l'entreprise du fait de la situation déficitaire de l'entité.

C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

12. Immobilisations incorporelles et corporelles

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2015	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2016
Frais d'établissement et de développement	140				140
Autres postes d'immobilisation incorporelles	59 325		251		59 576
Total immobilisations incorporelles	59 465	0	251	0	59 716
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	5 066	-175	321	-182	5 031
Installations techniques, matériels et outillages					
Matériel de transport	35				35
Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 431	-79	104	-5	6 451
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Total Immobilisations Corporelles	11 532	-254	426	-187	11 517
Acomptes					
TOTAL	70 997	-254	677	-187	71 233

La ligne « Autres postes d'immobilisations incorporelles » comprend notamment les malis techniques sur actifs incorporels qui s'élèvent à 43 669 K€ au 31/12/2016 et qui sont constitués du :

- Mali de fusion Cap Sogeti.com – Sogeti France (2005) : 33 434 K€
- Mali de fusion Sinfor (2006) : 9 846 K€
- Mali de fusion Euratec (2009) : 389 K€

13. Amortissements

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2015	Fusions et apports partiels d'actifs	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2016
Frais d'établissement et de développement	140				140
Autres immobilisations incorporelles	13 763		571		14 334
Total amortissements sur immobilisations incorporelles	13 903	0	571	0	14 474
Terrains					
Constructions					
Installations générales et agencements	3 007	-145	694	-182	3 374
Installations techniques, matériels et outillages					
Matériel de transport	35				35
Matériel de bureau informatique, mobilier	5 574	-30	310	-5	5 849
Emballages récupérables et divers					
Total amortissements sur immobilisations corporelles	8 615	-175	1 004	-187	9 257
TOTAL	22 518	-175	1 575	-187	23 731

14. Immobilisations financières

Montants exprimés en milliers d'euros	Valeur brute au 31/12/2015	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions et virements de poste à poste	Cessions et virements de poste à poste	Valeur brute au 31/12/2016
Participations évaluées par mise en équivalence	0				
Autres participations	0		758		758
Autres titres immobilisés	0				
Prêts et autres immobilisations financières	7 482	-713	498	-295	6 972
TOTAL	7 482	-713	1 256	- 295	7 730

15. Dépréciation des postes de l'actif

Montants exprimés en milliers euros	Au 31/12/2015	Fusions et apports partiels d'actif	Dotations	Reprises	Au 31/12/2016
Dépréciations sur immobilisations incorporelles	19				19
Dépréciations sur immobilisations corporelles					
Dépréciations sur titres mis en équivalence					
Dépréciation sur titres de participations					
Dépréciation autres immos financières	2 585	-226	128	-136	2 351
Dépréciations sur actif immobilisé	2 604	-226	128	- 136	2 370
Dépréciations sur stocks et encours					
Dépréciations sur créances clients	76		162	-14	225
Autres dépréciations					
Dépréciations sur actif circulant	76	0	162	-14	225
TOTAL	2 680	-226	290	- 150	2 595

16. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 205 006 milliers d'euros en valeur brute au 31 décembre 2016 et se décomposent comme suit :

Montants exprimés en milliers d'euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	6 971	143	6 828
Créances rattachées à des participations			
Prêts	6 765	19	6 746
Autres immobilisations financières	207	125	82
ACTIF CIRCULANT :	198 034	100 364	97 670
Clients	80 176	80 176	
Clients douteux	23	23	
Personnel et comptes rattachés	170	170	
Organismes sociaux	71	71	
Etat : impôts et taxes diverses	27 710	3 393	24 317
Groupe et associés	88 797	15 444	73 353
Débiteurs divers	576	576	
Charges constatées d'avance	510	510	
TOTAL	205 005	100 507	104 498
Montants des prêts accordés en cours d'exercice	498		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

17. Créances concernant des entreprises liées :

Montants exprimés en milliers d'euros	Montant concernant les entreprises	
	Liées > 50%	
Capital souscrit non appelé	0	
Participations	0	
Créances rattachées à des participations	0	
Prêts	0	
Autres titres immobilisés	0	
Autres immobilisations financières	0	
Créances clients et comptes rattachés	8 989	
Autres créances (comptes courants débiteurs)	89 373	
Charges constatées d'avance	0	
TOTAL	98 362	0

18. Créances représentées par des effets de commerce

Néant.

19. Produits à recevoir

Montants exprimés en milliers euros	An 31/12/2016
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
CREANCES D'EXPLOITATION	15 392
Créances clients et comptes rattachés – Factures à émettre	14 287
Autres créances – Fournisseurs, avoir à recevoir	576
Autres créances – Personnel, produits à recevoir	0
Autres créances – Organismes sociaux, produits à recevoir	167
Autres créances – Etat, produits à recevoir	362
TRESORERIE	0
Valeurs mobilières de placement	0
Disponibilités	0
TOTAL	15 392

20. Comptes de régularisation

20.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance incluses dans les postes du compte de résultat sont ventilées comme suit :

Montants exprimés en milliers euros	Au 31/12/2016
CHARGES D'EXPLOITATION	509
Maintenance	222
Place en crèche	142
Locations	142
Divers	3
CHARGES FINANCIERES	0
	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0
	0
TOTAL	509

20.2 Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

Nature des écarts (montants exprimés en milliers d'euros)	Ecart de conversion actif				Net	Ecart de conversion passif Montant total
	Montant total	Différence compensée par		Provision pour perte de change		
		Ecart passif *	Couverture de change			
Acomptes sur immobilisations						
Prêts et autres créances immobilisées						
Créances d'exploitation et diverses	4		4			
Dettes financières						
Dettes d'exploitation et divers	22		21	1		

* Le montant de la dotation a été limité à l'excédent des pertes sur les gains lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les pertes et les gains de change ont été considérés comme concourant à une position globale de change.

D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

21. Tableau de variation des capitaux propres

Montants exprimés en milliers d'euros	Capital social	Réserve légal	Prime d'apport	Prime de fusion	Autres réserves	Report à nouveau	Prov. régl.	Résultat de l'exercice	Total
Au 01/01/2016	15 246	1 427	6 392	34 865		45 739		-6 931	96 738
Réduction de capital									0
Apport partiel d'actif									0
Affectation du résultat 2015						-6 931		6 931	0
Distribution de dividendes									
Autres mouvements									0
Résultat de l'exercice 2016								-7 937	-7 937
Au 31/12/2016	15 246	1 427	6 392	34 865	0	38 808	0	-7 937	88 801

Au 31 décembre 2016, le capital social est composé de 17728262 actions, dont la valeur nominale s'élève à 0.86 euros, détenues à 79,96% par SAS SOGETI.

22. Tableau de variation des provisions

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2015	Fusions et apports partiels d'actif et divers	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Au 31/12/2016
				Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions pour IDR	11 024	-1 794	1 039	-147		10 122
Provisions p/amendes et pénalités	25			-25		0
Provisions pour perte de change			1			1
Provisions pour litiges	3 496	-212	1 265	-858	-417	3 274
Autres provisions pour risques et charges	2 972		2 972	-2 597	-200	3 147
TOTAL	17 518	-2 006	5 278	-3 627	-617	16 544

Résultat d'exploitation	5 277	-3 627
Résultat financier	1	
Résultat exceptionnel		

Les montants figurant dans la colonne « Fusions et apports partiels d'actif et divers » correspondent pour - 1 825 ke à l'APA fait au 1/1/2016 avec Capgemini TS (voir faits marquants de l'exercice), pour - 225 Ke au transfert SCC et pour 44 ke de régularisation de l'écart actuariel.

Les provisions pour litiges au 31/12/2016 sont composées pour 1 688 ke de provisions prudhommes, pour 898 ke de provisions PAT et pour 688 ke de provision risque clients et sociales.

Les autres provisions pour risques et charges concernent des provisions restructuring.

La société a fait l'objet de contrôles fiscaux lors des exercices précédents, donnant notamment lieu à des propositions de rectification pour la période 2008 - 2013 sur le crédit d'impôt recherche dont la partie relative aux clients privés a fait l'objet d'un rejet de la part de l'administration fiscale. Ces redressements n'ont pas fait l'objet de provisions dans les comptes dans la mesure où la société justifie sa position et estime disposer de chances sérieuses de succès au contentieux.

23. Etats des échéances des dettes

Les dettes dues par la société s'élèvent à 146 989 milliers d'euros au 31 décembre 2016 et se décomposent comme suit :

Montants exprimés en milliers d'euros	Montant brut	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établiss. de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	58 321	58 321		
Fournisseurs et comptes rattachés	17 786	17 786		
Personnel et comptes rattachés	12 600	12 600		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 873	13 873		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- Taxe sur la valeur ajoutée	15 146	15 146		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et comptes rattachés	3 379	3 272	107	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	43	43		
Dette rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	25 841	25 841		
TOTAL	146 989	146 882	107	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

24. Dettes concernant les entreprises liées

Montants exprimés en milliers d'euros	Montant concernant les entreprises	
	Liées > 50%	Avec lesquelles la société a un lien de participation de 10% à <50%
Emprunts et dettes financières divers	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 232	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes (comptes courants créditeurs)	58 321	0
Produits constatés d'avance	2 116	0
TOTAL	72 669	0

25. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2016
DETTES D'EXPLOITATION	23 958
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 617
Dettes fiscales et sociales	21 341
DETTES FINANCIERES	0
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dette financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0
DETTES DIVERSES	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0
Autres dettes	0
TOTAL	23 958

26. Comptes de régularisation

26.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance inclus dans les postes du compte de résultat sont ventilés comme suit :

Montants exprimés en milliers euros	Au 31/12/2016
CHARGES D'EXPLOITATION	25 841
Sur Facturation clients	25 841
CHARGES FINANCIERES	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0
TOTAL	25 841

26.2 Ecarts de conversion sur créances et dettes en monnaie étrangère

Se référer au paragraphe C.20.2

E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

27. Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2016 se ventile de la façon suivante :

Montants exprimés en milliers euros	Exercice 2016
Ventes de marchandises	15 648
Ventes de produits finis	
Services et conseils en informatique	212 579
Chiffre d'affaires total	228 227

La répartition du chiffre d'affaires par lieu géographique est la suivante :

Montants exprimés en milliers euros	Exercice 2016
France	226 270
Export	1 957
Chiffre d'affaires total	228 227

28. Charges et produits financiers avec les entreprises liées

Montants exprimés en milliers d'euros	Montant concernant les entreprises	
	Liées > 50%	Avec lesquelles la société a un lien de participation de 10% à <50%
Charges financières	-321	0
Produits financiers	0	0
TOTAL	-321	0

29. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice se décompose de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2016	Exercice 2015
PRODUITS EXCEPTIONNELS		851
Cessions d'immobilisations		851
Autres produits sur opérations de gestion		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-109	-1 525
Cessions d'immobilisations	-33	-1 002
Autres charges sur opérations de gestion	0	-343
Dotations aux amortissements et provisions	-76	180
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 109	- 673

30. Impôt sur les bénéfices

30.1 Intégration fiscale

La société SOGETI HIGH TECH est membre d'un Groupe d'intégration fiscale ayant pour société mère la société Cap Gemini SA, dont le siège social est situé 11 rue de Tilsitt – 75017 PARIS.

L'impôt sur les sociétés supporté par la société SOGETI HIGH TECH est égal à celui qui serait payé en l'absence d'intégration fiscale.

30.2 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Montants exprimés en milliers d'euros	Résultats avant impôts	Calcul de l'impôt 0.00 %
Résultat courant	-28 570	0
Résultat exceptionnel	-109	0
Participation de l'exercice		0
Résultat comptable avant impôt	-28 679	0
Différences fiscales	-413	0
Crédits d'impôt		
Crédit d'impôt apprentissage		
Crédit d'impôt famille		-77
Crédit d'impôt mécénat		
Crédit d'impôt recherche		-16 217
Crédit d'impôt compétitivité emploi		-4 448
Rappels d'impôt		0
IMPOT SUR LES BENEFICES		-20 742

30.3 Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2016
Résultat net de l'exercice	-7 937
Impôts sur les bénéfices (nets de crédits d'impôt)	-20 742
Résultat avant impôt	- 28 679
Variation des provisions réglementées :	
Amortissements dérogatoires	
Provisions pour hausse des prix	
Provisions pour investissements	
Autres évaluations dérogatoires	0
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôts)	- 28 679

30.4 Variation de la dette future d'impôt

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2016	Exercice 2015
Charges non déductibles l'année de comptabilisation :		
Participation des salariés	0	81
Congés payés		
Organic	343	379
Effort construction	128	145
Provisions réglementées :		
Provisions pour investissements	0	0
Provisions :		
Provision IDR	10 122	9 230
Provision pour perte de change	1	0
Provision pour pertes à terminaison	899	1 361
Provision pour restructuration	222	88
Autres provisions	256	614
Ecart de conversion actif et passif :		
Ecart de conversion sur opérations couvertes	36	21
Ecart de conversion sur opérations non couvertes	-1	147
Ecart de réévaluation des couvertures de change	-28	31
Autres provisions	0	0
Divers :		
Désactualisation Areva	7	5
TOTAL	11 985	12 102
Taux d'impôt sur différences temporaires	34,43 %	34,43 %
IMPOTS DIFFERES	4 126	4 166
Allègements de la dette future d'impôt :		
Déficits reportables	127 728	98 636
Provision pour investissement		
TOTAL	127 728	98 636
Taux d'impôt sur différences temporaires	34,43 %	34,43 %
IMPOTS DIFFERES	43 976	33 960

F. INFORMATIONS DIVERSES

31. Effectif moyen

Sur l'exercice 2016, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Exercice 2016	Effectif
Cadres	2 321
Agents de maîtrise, et techniciens	135
Employés	290
TOTAL	2 746

La société Sogeti High Tech a fait appel, en 2016, à 7 intérimaires externes pour un montant total de 23 ke. Elle a également supporté, en 2016, des coûts Groupe de supports partagés pour 642 ke.

32. Identité de la société mère consolidante

Les comptes de la société mère sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société Cap Gemini SA, dont le siège est 11 rue de Tilsitt – 75017 PARIS.

33. Engagements hors bilan

33.1 Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2016
ENGAGEMENTS DONNES :	
- Engagements financiers	
. Effets escomptés non échus	0
. Avals et cautions (contrats)	0
. Autres	0
- Autres engagements donnés :	
. Engagements fermes d'achats	0
. Engagement d'achats et ventes de devises à terme auprès de Cap Gemini SA (2)	0
. Engagements de Locations	5 687
. Immobilisations	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES	5 687

Le recours croissant à la production délocalisée dans les centres situés en Inde mais aussi en Pologne expose le Groupe à des risques de change notamment sur une partie de ses coûts de production. Dans ce cadre, il a été mis en place une centralisation du risque de change sur transactions opérationnelles de ses filiales. A ce titre, la société fournit à Cap Gemini SA des déclarations périodiques de son exposition aux risques de change sur un horizon de 1 à 3 ans. Sur cette base, la société bénéficie de garanties de change internes octroyées par Cap Gemini SA, cette dernière agissant en tant que banque interne. Ces couvertures de change prennent principalement la forme d'achats et de ventes à terme de devises.

Les engagements ainsi pris par la société au 31 décembre 2016 sont les suivants :

Devise	Position	Base devise (milliers)	Mark to Market (k€)	Date début	Date fin
GBP	Achat	190	-7,44	01/01/2017	31/03/2018
GBP	Vente	100	3,9	01/01/2017	31/03/2018
INR	Achat	290 000	276,31	01/01/2017	31/03/2018
PLN	Achat	80	-0,68	01/01/2017	31/03/2018
USD	Vente	6 100	-362,14	01/01/2017	31/03/2018
INR	Achat	116 000	17,73	01/01/2018	31/03/2019
INR	Achat	43 500	-3,38	01/01/2019	31/03/2020

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2016
ENGAGEMENTS RECUS :	
- Engagements financiers	
. Effets escomptés non échus	0
. Avals et cautions (contrats)	0
. Autres	0
- Autres engagements reçus	
. Garanties reçues de clients	89
. Garantie de passif sur acquisition de titres de participation	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS RECUS	89

La caution reçue correspond à la restitution d'acompte et de responsabilité de vices de la société SPIE Belgium.

33.2 Crédit-bail et engagements de location non résiliables

Néant

34. Liste des filiales et des participations

Montants exprimés en milliers euros	Valeur comptable des titres détenus		Pourcentage de détention	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos
	Brute	Nette			
A. Renseignements concernant les filiales et participations					
1. Filiales (+50% capital détenu)					
NEANT					
2. Participations (10 à 50% du capital détenu)					
NEANT					
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations					
1. Filiales non reprises en A :					
a) Françaises :					
NEANT					
b) Etrangères :					
NEANT					
2. Participations non reprises en A :					
a) Françaises :					
Capgemini Technology Services SAS	758	758	0.74%	90 695	27 033
b) Etrangères :					
NEANT					
TOTAL	758	758		90 695	27 033

35. Engagements sur le personnel

35.1 Engagements de retraite et assimilés

La variation de la provision pour indemnités de départ à la retraite entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 s'analyse comme suit :

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2015	Variation	Exercice 2016
Engagement de retraite	13 058	-1703	11 356
Pertes et gains actuariels non comptabilisés	-1 990	757	-1 233
Coûts des services passés non financés	0	0	0
PROVISION D'INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE	11 068	-946	10 122

L'évolution de la valeur actuelle de l'engagement de retraite se décompose comme suit :

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2016
Valeur actuelle de l'engagement au 1 ^{er} janvier 2016	13 058
Charge d'intérêts	217
Coût des services rendus au cours de l'exercice	758
Prestations servies	-147
Changement de périmètre	-2 156
Ecart actuariel sur obligation	-375
Profit reconnu au titre de la réduction du régime à prestations définies	0
Autres mouvements	0
VALEUR ACTUELLE DE L'ENGAGEMENT AU 31 DECEMBRE 2016	11 356

L'impact de la provision pour indemnités de départ à la retraite sur le résultat 2016 est le suivant :

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2016
Coût des services rendus au titre de l'exercice	758
Charge d'intérêts	217
(Gain) / perte actuariel net comptabilisé au cours de la période	64
Coût des services passés	0
Profit enregistré au titre de la réduction du régime à prestations définies	0
CHARGE COMPTABILISEE EN RESULTAT	1 039

Les données relatives aux bénéficiaires prises en compte pour l'évaluation de l'engagement sont les suivantes :

Exercice 2016	
Nombre de bénéficiaires	2 670
Durée moyenne de vie active restante dans l'entreprise (en années)	8.75
Age moyen des bénéficiaires (en années)	37.60

36. Rémunération des organes de direction

La rémunération des dirigeants n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à mentionner des rémunérations individuelles.

Par ailleurs, aucune avance ou crédit n'a été accordé aux dirigeants sociaux.

G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

SOGETI HIGH TECH

Société par actions simplifiée au Capital de 15.246.305,32 euros

Siège Social : 2-10 rue Marceau, 92130 Issy les Moulineaux

R.C.S. Nanterre 444 495 774

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DES ASSOCIES AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS 31 DECEMBRE 2016

*L'An Deux Mil Dix-Sept,
Le Trois Mai,*

A Dix Heures,

Les Associés de la société **SOGETI HIGH TECH**, société par actions simplifiée au capital social de 15 246 305,32 euros ayant son siège social sis 2-10 rue Marceau, 92130 Issy les Moulineaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre et enregistrée sous le numéro SIREN 444 495 774 (ci-après la « Société »), se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle au siège social de la Société, sur convocation de Monsieur François HUCHER, Président de la Société.

Il est établi la feuille de présence signée par chaque associé, en entrant en séance, tant en leur nom personnel qu'en qualité de mandataire.

Monsieur François HUCHER préside l'Assemblée Générale en sa qualité de Président de séance.

Madame Noelle Abdou est désignée comme secrétaire de séance.

Le Commissaire aux comptes de la Société, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit SAS, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les deux Associés présents possèdent 17.728.262 actions sur les 17.728.262 actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée Générale, réunissant l'intégralité des associés, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président met à la disposition des Associés :

- les statuts de la Société ;
- une copie de la lettre de convocation adressée à chaque Associé;

- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes avec l'avis de réception;
- la feuille de présence.

Il dépose également les documents suivants, qui vont être soumis aux Associés :

- l'inventaire et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe desdits comptes ;
- le rapport de gestion du Président sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- le rapport général du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016,
- le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce ;
- le texte des projets de résolutions soumises aux Associés.

Le Président fait observer que les Associés ont été convoqués conformément aux statuts et déclare que les documents visés ci-dessus ont été adressés aux Associés et tenus à leur disposition au siège social, depuis leur convocation.

Les Associés lui donnent acte de ces déclarations.

Le Président rappelle ensuite que les Associés sont appelés à délibérer, à titre d'ordinaire, sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Président ;
- Rapports général des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de Commerce et approbation dudit rapport ;
- Approbation des comptes et opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Renouvellement du mandat du Président ;
- Changement des Commissaires aux Comptes titulaire et suppléant ;
- Questions diverses ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Puis, le Président donne lecture aux Associés du rapport de gestion qu'il a établi.
Lecture est ensuite donnée des rapports du Commissaire aux comptes.

Enfin, la discussion est ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

Les Associés, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président et du rapport général du Commissaire aux Comptes, approuvent dans toutes leurs parties le rapport de gestion et les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports faisant ressortir une perte de 7 937 005.66 euros.

En conséquence, les Associés donnent quitus au Président de son mandat pour l'exercice écoulé.

Les Associés approuvent également le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés s'élevant à 125 180 euros (96 260 euros au titre des amortissements excédentaires et 28 920 euros au titre de la taxe sur les véhicules de tourisme de sociétés).

DEUXIEME RESOLUTION

Les Associés décident d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 de la manière suivante :

Résultat net de l'exercice	- 7 937 005.66 euros
Report à nouveau au 31/12/2016	38 807 865,67 euros
Total à affecter	30 870 860.01 euros
Dotation à la réserve légale	0 euro
Distribution d'un dividende de	0 euro
Et le solde en report à nouveau, soit	30 870 860.01 euros
Soit un total affecté de :	30 870 860.01 euros

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, les Associés prennent acte qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

TROISIEME RESOLUTION

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux comptes portant sur les conventions visées à l'article L. 227-10 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions de ce rapport et la convention qui y est mentionnée.

QUATRIEME RESOLUTION

Les Associés, prenant acte de l'expiration du mandat de Président de Monsieur François HUCHER à compter de ce jour, décident de renouveler ce mandat pour une nouvelle période

d'un (1) an expirant à l'issue de la prochaine décision collective des Associés devant statuer dans l'année 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

CINQUIEME RESOLUTION

Les Associés prennent acte de la démission de la société PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT SAS et de Madame Anik CHAUMARTIN de leurs fonctions respectives de Commissaires aux Comptes titulaire et suppléant, cette démission prenant effet à l'issue de la présente décision collective des Associés.

En conséquence de ce qui précède, les Associés décident de nommer :

- la société KPMG S.A. en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire en remplacement de la société PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT SAS :

- société anonyme ayant son siège social situé 2 avenue Gambetta Tour Egho, 92066 Paris La Défense Cedex ;

et

- la société SALUSTRO REYDEL en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant en remplacement de Madame Anik CHAUMARTIN :

- société anonyme ayant son siège social situé 2 avenue Gambetta Tour Egho, 92066 Paris La Défense Cedex

à compter de ce jour, pour la période restant à courir du mandat de la société PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT SAS et de Madame Anik CHAUMARTIN, expirant à l'issue de la prochaine décision collective des Associés devant statuer dans l'année 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

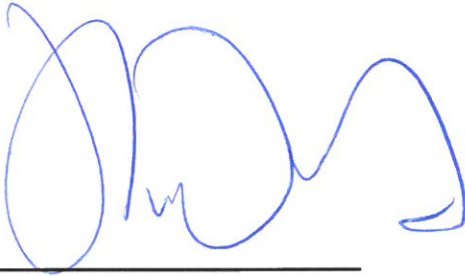
Les Associés prennent acte que la société KPMG S.A. ainsi que la société SALUSTRO REYDEL ont déclaré, par lettres séparées, accepter le mandat qui vient de leur être conféré et n'être atteint d'aucune mesure susceptible de leur interdire d'exercer de telles fonctions.

SIXIEME RESOLUTION

Les Associés confèrent tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal constatant ses délibérations en vue de l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les Associés.



Pour **SOGETI SAS**

l'Associé

Johannes Van WAAIJENBURG



Pour **CAPGEMINI France SAS**

l'Associé

Olivier SEVILLIA

SOGETI High Tech

Société par Actions Simplifiée au Capital de 15 246 305,32 euros
Siège Social : 2-10 rue Marceau, 92130 Issy-les-Moulineaux
R.C.S. Nanterre 444 495 774

RAPPORT DE GESTION DU PRESIDENT

Conformément aux dispositions du Code de commerce et des statuts de la Société, le présent rapport expose l'activité de la société **SOGETI HIGH TECH** (la « Société ») au cours de l'exercice écoulé et les perspectives de notre Société pour l'année 2016 en vue de soumettre à l'approbation de la collectivité des Associés des comptes et le bilan arrêtés au 31 décembre 2016.

Ce rapport, de même que le bilan, le compte de résultat, l'annexe, ainsi que les autres documents ou renseignements s'y rapportant, sont mis à la disposition des Associés.

I – EXPOSE DE LA SITUATION ET L'ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SA FILIALE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2016

L'exercice clos le 31 décembre 2016 s'est clôturé avec un chiffre d'affaires de 228 226 543 euros, une perte nette de 7 937 005 euros. L'effectif de la Société à la date de clôture de l'exercice s'élève à 2 713 employés.

1.1 – Évènements marquants intervenus au cours de l'exercice clos

1.1.1 Les faits marquants concernant la Société sont les suivants:

Par décision collective en date du 25 janvier 2016, l'apport partiel d'actifs portant sur l'ensemble des éléments d'actif et de passif composant la branche d'activité « Informatique de Gestion (IG)» de la Société au bénéfice de Capgemini Technology Services a été approuvé par les Associés de la Société. En rémunération dudit apport partiel d'actifs au profit de Sogeti High Tech, Capgemini France, en qualité d'Associé Unique de Capgemini Technology Services, a procédé à l'augmentation de capital de Capgemini Technology Services par émission de 37 938 actions nouvelles d'un (1) euros chacune. La Société est devenue propriétaire de 37 938 actions nouvelles de Capgemini Technology Services, chacune d'une valeur nominale d'un (1) euro.

Ainsi depuis le 25 janvier 2016, la Société détient une participation dans le capital social de Capgemini Technology Services, société par actions simplifiée. Le capital social de Capgemini Technology Services est ainsi détenu :

- à hauteur de 99,26% par Capgemini France,
- à hauteur de 0,74% par Sogeti High Tech.

1.1.2 Les faits marquants concernant sa filiale sont les suivants :

Capgemini Technology Services a conclu avec la société Capgemini France une convention de successeur avec une date d'effet au 1^{er} avril 2016 pour regrouper les fonctions support organisées en services partagés au sein de Capgemini Technology Services. A ce titre, Capgemini Technology Services refacture certaines sociétés affiliées françaises du groupe Capgemini, pour les prestations de service rendues auprès de chacune d'elles.

1.2 – Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos.

Le Chiffre d'Affaires de la société est en progression en 2016 de +7.1% soutenu en particulier par notre croissance avec notre premier client le Groupe Airbus (+10.7%) notamment sur les programmes New Beluga, X4, X6 et le gain du dossier Chess. Cette croissance est également due à une légère progression des secteurs Energie, Industrie et Transport ainsi qu'une forte dynamique autour des nouvelles offres Digital Manufacturing.

II – EXAMEN DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016

Il est proposé d'examiner ci-après, les chiffres du compte de résultat de l'exercice 2016 et 2015 (à titre comparatif) :

En millions d'euros	2016	2015
Chiffre d'Affaires	228.22	213.17
Résultat d'exploitation	-29.18	-30.59
% du C.A.	-12.78%	-14.49%
Résultat financier	0.60	-0.32
Résultat exceptionnel	-0.11	-0.67
Impôts sur les bénéfices	20.74	24.66
Résultat net	-7.93	-6.93
% du C.A.	-0.03	-0.03
Effectif : - annuel moyen	2 746	2 781
- au 31 décembre	2 713	3 045

Changement de méthode comptable :

Conformément au règlement ANC n°2015-06, à l'ouverture de l'exercice 2016, les malis techniques qui étaient comptabilisés dans le compte fonds commercial ont été affectés, opération par opération, aux actifs sous-jacents sur lesquels existaient les plus-values latentes.

En l'espèce les actifs sous-jacents sont des éléments incorporels du fonds commercial. Par conséquent les malis techniques ont été reclassés dans un nouveau compte comptable qui apparait au bilan sur le poste autres immobilisations incorporelles.

II – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Il est proposé d'approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 comme suit :

Résultat net de l'exercice :	- 7 937 005.66 Euros
Apurement du report à nouveau existant au 31.12.2016	38 807 865.67 Euros
Total à affecter	30 870 860.01 Euros
Dotation à la réserve légale	0.00 Euros
Distribution d'un dividende	0.00 Euros
Report à nouveau	30 870 860.01 Euros
Total affecté	30 870 860.01 Euros

IV – DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il fait mention qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

V – MENTION DES DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

En application de l'article 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, les Associés constatent qu'au titre des dépenses ou charges visées à l'article 39-4 dudit Code, la Société a encouru en 2016 une charge de 96 260 euros au titre des amortissements excédentaires et 28 920 euros au titre de la taxe sur les véhicules de tourisme de sociétés, soit un montant global de dépenses non déductible du résultat fiscal de 125 180 euros.

VI – INFORMATIONS RELATIVES AUX DELAIS DE PAIEMENT - FOURNISSEURS

En application des dispositions de l'article L.441-6-1 alinéa 1^{er} du code de commerce, ci-dessous les informations relatives aux délais de paiement - fournisseurs :

2016

En milliers d'euros		Échéances non soumises à pénalités de retard de paiement	Échéances susceptibles d'être soumises à pénalités de retard de paiement
	Solde au Bilan	Paiement dans un délai de 60 jours (au plus) date de facture	Paiement dans un délai supérieur à 60 jours date de facture
Dettes Frs au 31 Déc. 2016	15 168	13 020	2 148
- Frs France Hors Groupe	2 831	1 525	1 306
- Frs France Groupe	10 907	10 289	618
- Frs étrangers	1 430	1 207	223

2015

En milliers d'euros		Échéances non soumises à pénalités de retard de paiement	Échéances susceptibles d'être soumises à pénalités de retard de paiement
	Solde au Bilan	Paiement dans un délai de 60 jours (au plus) date de facture	Paiement dans un délai supérieur à 60 jours date de facture
Dettes Frs au 31 Déc. 2015	15 521	14 105	1 416
- Frs France Hors Groupe	4 493	3 394	1 099
- Frs France Groupe	11 027	10 711	317
- Frs étrangers			

VII – CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 227-10 DU CODE DE COMMERCE

Il est porté à la connaissance des Associés qu'une convention nouvelle entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

VIII – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

La Société est détenue respectivement à hauteur de 20,04% par CAPGEMINI France et de 79,96% par SOGETI SAS.

Le capital social fixé à la somme de 15 246 305,32 euros est composé de 17 728 262 actions de 0,86 euro, entièrement libérées et de même catégorie.

IX – PRISE DE PARTICIPATIONS ET CONTROLE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS

La Société détient une participation à hauteur de 0,74% du capital social de la société CAPGEMINI TECHNOLOGY SERVICES au cours de l'exercice clos 2016.

X – ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Au cours de l'exercice il a été engagé par la Société des dépenses de recherche pour notre compte et le compte de nos clients pour un montant de 54 674 K€ (frais de personnel et dépenses de fonctionnement) concernant les projets de R&D suivants :

- Projets collaboratifs :
 - Développement d'une plateforme d'analyse génomique dans le cadre d'un projet collaboratif (avec une PME IntegraGen et deux laboratoires, INSERM et Institut Gustave Roussy) visant à fournir aux cliniciens un outil d'aide au diagnostic dédié aux maladies génétiques
 - Développement d'une plateforme IoT (Internet des Objets) intégrant les capteurs et communication dans le cadre d'un projet collaboratif européen Fuse IT visant à fournir un middleware de connectivité agnostique pour la gestion des bâtiments
 - Développement d'une plateforme de supervision visant à gérer une conduite en temps réel efficace d'un réseau de distribution acheminant des gaz de qualités variables en provenance de points multiples. Projet porté par le Centre de Recherche et Innovation Gaz et Energies Nouvelles de Energie et un consortium de 9 partenaires industriels et académiques dans les domaines de l'informatique (ARTS/LSIS, SOGETI HIGH TECH), de la sécurité et cyber-sécurité (LEXSI), des télécoms (J&P GEO, ORANGE, SIGFOX) et de l'analyse de gaz en ligne (APIX, EIF/ASTUTE, CEA-LETI).
 - Développement d'un Système de Supervision et de Simulation de la Production d'Assemblage par Collage (S3PAC). Projet déposé au FUI21 et rattaché au projet Jo-SAT.
 - Analyse de l'impact des procédures d'approche à moindre bruit dans le cadre du programme SESAR (ou Single European Sky ATM Research) visant à fournir à l'Europe des systèmes performants de gestion du trafic aérien (afin de moderniser les systèmes actuels). Sur un trafic simulé sur l'aéroport de Londres, on cherche à analyser l'impact acoustique de l'inclusion de nouvelles procédures dans le trafic, en incluant les éventuelles modifications de gestion du trafic (ordre des vols, affectations sur les routes). Ainsi, il ne s'agit pas d'un simple impact acoustique local mais d'un réel impact du trafic.
 - En collaboration avec IRT Saint-Exupéry, nous avons étudié des méthodes et des outils de calcul qui représentent les phénomènes physiques liés aux mouvements avions (méthodologie d'ingénierie systèmes basée modèle).
- Financement de thèses :
 - Dans le cadre d'une thèse en cours (CIFRE), développement de démonstrateurs sur des systèmes multi-agents / intelligence artificielle. Ces démonstrateurs R&D

s'inscrivent dans le domaine de l'industrie 4.0 et ont comme enjeux de démontrer l'intégration des technologies d'IA / SMA sur des chaînes de production.

- Amélioration des performances acoustiques dans l'industrie aéronautique. L'acoustique devient un élément primordial pour le dimensionnement de l'avion pour plusieurs raisons (pollution sonore autour des zones aéroportuaires, confort des passagers, etc.). Une thèse est en cours en collaboration avec l'ECL (Ecole Centrale de Lyon) sur la modélisation acoustique des écoulements générés par un CROR (Contra Rotative Open Rotor). Cette thèse a débouché sur un article soumis à l'AIAA « Effect of a Model Leading-Edge Vortex on the Blade Aerodynamic Response for Application to CROR Tonal Noise Predictions »
 - Développement de concepts de structures innovantes à l'aide de nouvelles méthodologies afin de minimiser la masse structurelle et améliorer substantiellement l'efficacité fonctionnelle d'un produit (amélioration de sa performance). Deux thèses sont en cours en collaboration avec l'ISAE (Institut Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace) sur le comportement à l'impact des matériaux composites.
 - Développer un cockpit de supervision centralisée d'un Smart grid gaz permettant l'interopérabilité des fonctions métiers existantes en exploitation de réseaux de distribution gaz tout en conservant l'indépendance des modules/produits du marché utilisé par les distributeurs aujourd'hui et demain (SIG, GMAO, ...). Cette thèse a été lancée dans le cadre du projet collaboratif.
 - Dans la continuité de 2015, une thèse est toujours en cours en collaboration avec l'ISAE (Institut Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace) sur le projet Jo-SAT et plus spécifiquement sur l'étude des jonctions collées.
 - Modélisation d'un système cyber-physique et étude du champ des possibilités qu'ouvre le raffinement d'une modélisation fonctionnelle par une modélisation physique. Le système considéré est le système hydraulique d'un appareil Airbus A-350.
- Le pôle Conception Machines tournantes a réalisé différentes études et projets sur :
- La définition de principes inédits en lien, notamment, avec l'architecture des pièces du SPA TL (Support Palier Turbine Libre) du moteur à forte puissance EASPACK, tout prenant en compte dès la conception les procédés de fabrication (prototypage numérique). Ces paliers présentent des critères de fonctionnement mécanique sévères (étanchéité importante, raideur suffisante et masse significativement réduite).
 - Le développement d'un nouveau type de turbo réacteur avec fort taux de dilution : l'UHBR (comportement des jeux en fonctionnement ; conception compresseur BP avec introduction d'OGV composites;...) La mise au point et l'analyse de différents modèles mécaniques aérothermiques ainsi que des études cinématiques (telles que l'étude du flottement des aubes) destinées à la certification des moteurs LEAP et SILVERCREST. Le développement de méthodologies et modèles qui permettent de réduire le cycle de

dimensionnement et d'améliorer la corrélation entre la simulation et les phénomènes physiques notamment en regard des effets thermomécaniques.

- Le développement de bancs d'essais systèmes qui permettra d'expérimenter les futurs hélicoptères Le support en service de tout type de moteur civils & militaires : il s'agit d'apporter une réponse aux problématiques rencontrées en service.
- Le développement d'un moteur plus léger, plus fiable et plus performant (gain de masse d'environ 30%). Ce projet appelé « GREEN ENGINE », doit aussi permettre d'augmenter significativement la tenue thermique des moteurs via l'introduction d'un nouveaux types de matériaux (CMC, ou Composites à Matrice Céramique).dans les rotors des moteurs, dont les contraintes physiques (thermiques, mécaniques et aérodynamiques) sont très fortes
- Le développement de nouveaux concepts de nacelles :
 - moindre bruit: MINEPTAH (Means for Inlet Noise reduction for new Engine Products with acoustic Treatments combined with Anti-icing Handling). L'innovation consiste en l'intégration d'une structure située entre la Lip et le Panneau Acoustique étendant la partie acoustique plus en avant dans le but d'améliorer la réduction sonore.
 - dégivrantes : ENAIS (Electrical Nacelle Anti-Ice System). L'innovation portant sur la fonction dégivrante électrique.
- La conception et le dimensionnement de concepts innovants dans le cadre d'avant-projet (Open ROTOR).

- Le pôle Conception Structures Aero-spatiales a réalisé différentes études et projets sur :

- Le développement d'éléments (pièces de structure, élément dynamique, climatisation, habillage,...) sur les projets nouveaux tel que les hélicoptères X4, X6 ou encore dans le cadre du projet cleansky2.
- L'amélioration des méthodologies de simulation : intervention sur les méthodes de calcul (différents projet de calcul d'élément dynamique, de structure, calcul thermique et hydraulique), mais aussi sur la mise en place de nouvelles méthodologies et développement de ces dernières, tel que la mise en place de la tolérance 3D, l'architecture industriel), les essais mais aussi sur toute une industrialisation prédictive.
- L'améliorations ou développement de nouvelles installations pour l'ancienne gamme d'hélicoptère (support en service)
- Le développement d'un nouvel avion de transport gros volume « Beluga XL » Des concepts innovants tels que concept d'hélicaisson afin d'allier les atouts d'un hélicoptère (vol stationnaire, décollage à la vertical) et les atouts d'un avion (vitesse de croisière élevée), concept de transmission de puissance électrique ou hydraulique pour le rotor arrière (solutions alternatives au transfert de puissance mécanique) ; un concept de drone civil de grande charge utile
- Le développement des modèles de simulation de structures satellites (simulation de la charge utile, la simulation thermique et la distribution du courant) basés sur l'analyse du niveau de contrainte dans la structure, l'analyse de la tenue des interfaces et l'analyse de la stabilité.

- Le développement de moteurs spatiaux performants tels que Vulcain 2.1 ou Vinci. Les études ont porté sur l'aménagement moteurs, leur modélisations et les analyses associées (vibratoires, thermiques,...), les exploitations d'essais, le réglage des moteurs mais aussi sur des systèmes annexes (systèmes d'avitaillement lanceur Ariane 6, roulements spécifiques, bancs d'essais BOREAS et BALAFRE...). que cela soit de la conception de lanceurs, d'études sur des joints dynamiques afin d'extraire des impédances dynamiques, études sur le comportement dynamique de la Turbopompe du moteur VINCI, conception de lanceurs semi-réutilisables dans le cadre du projet ADELINÉ.
 - Le développement de lanceurs civils (étude d'impact sur les moyens sols d'un assemblage horizontal) et objets militaires nouvelle génération (systèmes d'éjection, Performance des moyens sols).
- Le pôle Bureau d'étude Composites a réalisé différentes études et projets sur :
- Le développement d'une nouvelle architecture de case de train principal incluant un panneau auto-raidi composites, ainsi qu'une seconde incluant un kit de train d'atterrissage complet.
 - Le développement d'une nouvelle pointe avant tout composite (Projet DEPACE : Définition d'Eléments Communs de Pointe Avant Composite 2^{de} Génération). Les objectifs identifiés sont le gain de masse (donc de performance) et de coût (aussi bien côté fabrication de pièces élémentaires que côté assemblage)
 - La modélisation des endommagements sur les structures composites afin de valider la loi de rupture des fibres en compression. Les principes de réparation ont aussi été étudiés.
 - Le développement d'une solution de SHM (Structural Health Monitoring) « Jo-SAT », s'appuyant sur une thèse pour la simulation et l'analyse du comportement mécanique d'assemblages multi-matériaux (monolithiques, stratifiés) et multi-techniques (collage, boulonnage, hybride boulonné/collé). En 2016, l'objectif de Jo-SAT s'est élargi en intégrant les assemblages par addition de matière (Soudage & Fabrication Additive) et en s'intéressant à l'ensemble du processus de l'assemblage (Matériaux & procédés, analyse mécanique, fabrication et opérations) via le projet S3PAC
 - Le développement de nouveaux modèles d'enrichissement d'éléments finis et d'analyse des comportements mécaniques des matériaux composite à des fins d'optimisation des pièces.
 - L'introduction de nouvelles technologies de fabrication (pultrusion) pour des panneaux raidis : projet WEST (**W**elded **E**xtruded **S**tringers).
- Le pôle Simulation numérique a réalisé différentes études et projets dans les domaines suivants :
- Acoustique
Ce projet vise la réduction significative de la pollution sonore émise par les aéronefs. Les recherches ont porté principalement sur l'amélioration substantielle de la connaissance des phénomènes liés au bruit aérodynamique des dispositifs hypersustentateurs de type bruit de bec, bruit de jet, bruit de machines tournantes (hélices contrarotatives, soufflantes, éoliennes) et sur la compréhension des effets de

propagation du bruit en configuration installée en vol ou en soufflerie. Les travaux se sont articulés autour de cinq axes principaux:

- la réduction drastique du bruit aéro-acoustique qui portait sur :
 - l'amélioration significative de la modélisation relative au bruit de jet (projet EPIJET), qui est une problématique rencontrée sur des turboréacteurs de dernière génération ;
 - la caractérisation du bruit provenant des hélices contrarotatives (CROR), qui a donné lieu à une série d'essais en laboratoire visant à quantifier, les perturbations d'une source acoustique préalablement identifiée.
 - la réduction du bruit des turbo-machines qui incluait des travaux traitant :
 - du développement d'un traitement de lèvre d'une nacelle, combinant des propriétés antigivrage couplées à des propriétés acoustiques, dans le cadre du projet de recherche Mineptah ;
 - de la définition d'un modèle numérique de propagation des ondes de pression dans un pot d'échappement pour un moteur à combustion interne.
 - la diminution des bruits survenant à l'extérieur d'un aéronef. Cet axe comprenait la participation au projet européen de recherche SESAR. On s'intéresse à l'impact des procédures d'approche à moindre bruit sur un trafic simulé sur l'aéroport de Londres: Il s'agissait d'estimer le niveau des nuisances acoustiques pour ensuite développer des solutions techniques générant moins de bruits ;
 - la réduction du bruit intérieur provoqué par le fonctionnement d'un aéronef. Cet axe vise à évaluer la gêne occasionnée par les passagers en cabine, en raison des phénomènes vibratoires propres à l'aéronef. Des études en laboratoires et des mesures en vol ont été corrélées pour définir un nouveau barème (en marge des normes ISO de la profession) ainsi qu'un banc de test et un protocole associé.
 - les méthodes numériques en acoustique. Cet axe comportait deux thèmes :
 - le développement et l'amélioration de méthodologies de maillage avec le code de calcul SANUMO ;
 - l'amélioration des méthodologies de calcul (prise en compte les effets non-linéaires dans le calcul de propagation).
- Phénomènes de fatigue :
- Ce projet vise deux objectifs: la modélisation des ensembles dynamiques (étude de la modélisation de chaque élément et de leur interaction) et le mapping des endommagements (algorithme de calcul et prise en compte des spécificités de la fatigue). Les études ont permis de modéliser un ensemble complexe, (module épicycloïdal d'un hélicoptère Super Puma), afin de mieux comprendre les interactions entre les différentes pièces. Plusieurs hypothèses ont été étudiées (cas statique linéaire, cas avec des ressorts de raideur permettant d'assurer la convergence du calcul) afin de répondre à l'ensemble de ces contraintes et appréhender les évolutions: des solutions techniques innovantes ont ainsi été proposées.
- Optimisation - ALM:

Différentes études ont été réalisées avec pour objectifs d'optimiser :

- les masses à iso efficacité structurelle (par le développement de nouvelles méthodologies de calcul moins conservatives, par la recherche de nouveaux procédés de fabrication dont l'ALM),
- les process (consolidation de pratiques industrielles; intégration de nouveaux process comme l'ALM)
- la fiabilité des pièces (analyse des incidents et proposition d'amélioration).
- L'efficacité de la solution dans son ensemble, parfois en rupture complète avec l'existant, via la prise en compte de critères propres à plusieurs domaines d'expertise, critères qui peuvent être contradictoires.

- Le pôle Energie a réalisé différentes études et projets sur :

○ le développement de systèmes liés aux énergies renouvelables :

- Concept d'houlomotrice, système convertissant l'énergie cinétique des vagues marines en énergie mécanique, ou hydraulique, puis électrique
- Concept d'éolienne flottante à axe vertical destinée à optimiser la puissance captée par une pale sur un cycle de rotation.
- Système de Stockage d'Energie Potentielle (équipement capable de récupérer l'énergie excédentaire d'un réseau électrique pour une restitution au pic de consommation et de réguler le réseau)
- Concept d'usine hybride (Euphrate), couplant système ETM (Énergie thermique des mers) et usine de désalinisation, totalement autonome, sur des côtes maritime désertique.

○ la conception de différents éléments relatifs au nucléaire :

- Dans le cadre du projet ITER: les études ont principalement porté sur le confinement de matières radioactives et sur la limitation de l'exposition aux rayons ionisants
- Dans le cadre du projet RJH : Les études ont principalement porté sur l'exploitation des essais matériaux des composants du bloc pile (à proximité immédiate du cœur) ainsi que sur le confinement du système de ventilation.
- Dans le cadre du projet EPR : Les études ont porté sur la conception et justification des réacteurs (Flamanville & Inley point) en intégrant l'environnement réglementaire évolutif lié à l'intégration des nouvelles directives de sûreté notamment relatives au retour d'expérience de l'accident de FUKUSHIMA.
- Dans le cadre du développement du Laser Mégajoule (LMJ) : les travaux ont porté la précision et la régulation du pilotage de l'alignement des faisceaux laser du système, mais aussi sur

l'alimentation électrique des procédés spécifiques (bancs d'énergie, chaines Laser, amplificateurs, dérivation optique des faisceaux, convertisseurs de fréquence, systèmes anti collision, porte cibles, diagnostics laser et plasma...) avec l'objectif de rendre possible l'alignement des 176 faisceaux laser du système.

- Dans le cadre d'autres projets nucléaires: des recherches sont menées pour gérer l'obsolescence, tant au niveau matériel dans la centrale, qu'au niveau des régulations dans la gestion de la production des matières nucléaires

- Le pôle Validation de Performances a réalisé différentes études et projets sur :

- Caractérisation des structures carbone (composite) d'un point de vue électrique afin de développer des protections électriques autour de ces structures composites
- Développement de moyens de tests innovants pour les nouveaux systèmes (système de démarrage, réseaux électriques hautes puissances, etc.) développés dans le cadre du projet MOET afin de contribuer à réduire des émissions de CO₂ et améliorer substantiellement les capacités opérationnelles des avions.
- Développement d'une nouvelle chaîne d'assemblage finale (FAL) avec pour but la réduction du temps global de la production des avions et de détecter en avance des pannes vues en vol
- La définition d'essais à visée expérimentale sur des pièces nouvelles, constituées de matériaux inédits.
- Développement de logiciels de régulation moteur dans le but de permettre la validation d'études matérielles et logicielles sur banc moteur. Le projet avait pour objectif l'amélioration substantielle des performances du système, afin de réduire drastiquement le temps nécessaire à la validation d'un nouveau moteur.
- Validation système du logiciel de traction-freinage des nouvelles chaines de traction pour les produits AVELIA (trains grandes et très grandes vitesses) et SmartCoradia (trains régionaux). Cette validation est réalisée par le biais d'essais sur simulateurs numériques, sur banc moteur et sur train.
- Etude sur banc d'essais d'une chaîne de traction prototype simplifiée, composée d'un module onduleur SiC prototype et d'un moteur rapide (projet SCPT, SiC Compact Power Train).

- Le pôle Modélisation & Simulation a réalisé différentes études et projets sur :

- Génération automatique des maillages (3D) garantissant une qualité et une rapidité de réalisation.
- Développement de modèles de performance avion :
 - Basse vitesse pour démontrer le respect des exigences visant à assurer la sécurité lors des phases les plus critiques du vol ;
 - Applications embarquées sur les calculateurs tels que le Flight Management System (FMS) fournissant en temps réel la trajectoire de l'avion.

- Conception et développement d'un Outil de Simulation des Mouvements Avion (OSMA), dans le contexte de la création d'un modèle aérodynamique des sondes des avions A380 et A350 identique à celui embarqué sur les avions réels.
- Développement d'une « boîte à outils » logicielle générique et non intrusive de diagnostic des performances et de la qualité d'une application, et définition d'une méthodologie complète et également générique d'analyse de code. Cette activité rentre dans le cadre d'un partenariat avec le Centre National d'Études Spatiales (CNES).
- Développement de nouveaux outils d'aide à la détection de différents risques et conflits dans le domaine de la navigation aérienne ou ATM (Air Traffic Management).
- Dans le cadre du projet européen ACES, développement des moyens de simulation du fonctionnement complet de l'horloge atomique par refroidissement d'atomes en orbite, horloge atomique qui sera embarquée à l'extérieur du module européen Colombus de la station spatiale internationale (ISS). Cette horloge combinerait les performances de deux horloges atomiques : l'horloge atomique par refroidissement d'atomes en orbite du CNES et SHM de l'ESA, et permettrait des mesures de temps d'une exactitude et une stabilité jamais atteinte à ce jour (précision de l'ordre 10^{-16} , soit 100 fois plus précis que les systèmes actuels).
- Développement d'un modèle de mémoire de masse pour enregistrer et restituer les données mission du satellite d'écoute militaire CERES.
- Développement de modèles pour les simulateurs de constellation de satellites ONEWEB et METOp SG.
- Développement d'une nouvelle génération de plateforme virtuelle de recherche qui permettra de répondre aux besoins du cockpit du futur.
- Développement d'une simulation d'usine de photolithographie pour ASML et génération des images haute précision correspondant de manière réaliste à des circuits gravés.
- Etude de nouveaux concepts de postes de pilotage qui seront implémentés dans les futurs avions (Synthetic Vision System et Unified Flight Operation Services)
- Réalisation d'une simulation, de préparation et de débriefing des missions et de chargement/déchargement des équipements embarqués intégrant l'ensemble des paramètres environnementaux, des contraintes tactiques militaires ou physiques et liés aux comportements des hélicoptères.
- Développement d'une plateforme de simulation permettant de tester aussi bien des équipements réels que leurs codes embarqués pour les nouvelles générations d'avions.
- Développement de communication entre les équipements embarqués dans les trains et le sol.
- Développement de simulateurs avec interface tactile et haptique pour entraîner des opérateurs sur les derniers composants d'une version de salle de commande nucléaire. Développement d'un applicatif développé permettant de gérer, dans le domaine naval, l'ensemble du cycle de vie.
- Développement de nouveaux bancs génériques pour le ferroviaire. Expérimentation pour le nouveau métro de Lille.

- Etude et développement de méthodes d'Optimisation Multi-Disciplinaires pour la conception d'avions. Il s'agit d'étudier des chainages d'outils aux disciplines variées et de les expérimenter dans la conception d'avions.
 - Développement d'une nouvelle plate-forme de R&D qui permet de simuler le comportement des acteurs du marché européen de l'électricité et de tester l'intégration de nouveaux mécanismes au sein de ce dernier.
 - Développement d'une application gérant des données géographiques hétérogènes pour faciliter la navigation des pilotes d'avion.
- Le pôle Transformation Numérique a réalisé différentes études et projets sur :
- IoT : Le projet IOT s'inscrit dans le contexte général de la vision de l'Internet des Objets (Internet Of Things ou IOT) qui représente l'extension d'internet à des « choses » et à des lieux dans le monde réel. Sogeti High Tech développe une plateforme Internet des Objets (IoT) pour 2 secteurs d'activités, l'énergie et l'industrie. Des travaux particuliers sont menés dans le cadre de l'industrie nucléaire. Les travaux réalisés pour la mise en œuvre d'un système de géolocalisation indoor dans des environnements contraints et complexes (bâtiments réacteurs, zone de stockage de déchets nucléaires). Des travaux réalisés pour assurer une continuité de communication entre un site de crise et une centrale ayant perdu tout réseau de communication habituel. Des travaux sont également menés sur l'interopérabilité des données, avec une participation active à la définition de la norme OPC UA.
 - Big Data : Différents projets de Maintenance Prédictive dans différents domaines (Energie, Aéronautique, Transport). Ce programme s'inscrit dans la stratégie de l'entreprise de porter ses compétences en simulation numérique vers l'analyse de données dans des systèmes Big Data. Contrairement à la simulation numérique, qui s'appuie sur des concepts physiques connus (mécanique, aérodynamique, acoustique, etc.) et fournit des résultats prédictifs, les modèles de Big Data s'avèrent d'une toute autre complexité. En effet, ces derniers ne s'appuient pas sur des raisonnements scientifiques, mais sur des principes de corrélation de données à base de statistiques, probabilités, sémantiques, inductifs, etc.
 - Un système d'analyse de données dédié à la détection des signaux faibles, et plus généralement pouvant évoluer vers un système orienté autour des technologies du « Big Data ». La détection des signaux faibles est un enjeu majeur dans l'analyse des systèmes complexes. Elle consiste à identifier, dans une foule de données, la donnée ou la succession d'informations qui conduit à générer une alerte précoce
 - Différents systèmes de monitoring en temps réels de maintenance prédictive aux systèmes multi-composants, que cela soit dans un cadre aéronautique civil ou militaire, ou dans un cadre du transport ferroviaire.
 - Développer une solution d'analyse prédictive de la maintenance des machines de production des usines FAURECIA (environ 250 usines dans le monde). Notre solution s'étend de la connectivité des machines jusqu'à la définition d'algorithmes qui analysent les données et prédisent les potentielles pannes

- Elaboration des modèles analytiques liés aux composants d'un data centre pour optimiser les ressources énergétiques.
 - Développer une plateforme de stockage, d'agrégation et de réconciliation des contenus de la TV
- SMA : Des démonstrateurs pour valider les performances technologiques à atteindre concernant les caractéristiques d'apprentissage et les capacités d'adaptation de systèmes robotiques ou ambiants : réduire les temps d'apprentissage de bout en bout, augmenter la résilience et la capacité d'adaptation (résistance à la perte ou à l'ajout d'agent dans le système).
- Cybersécurité :
- Développement de solutions de détection d'intrusions pour sécuriser les réseaux IoT. Notre travail de recherche va se placer dans l'étude et le développement d'un nouveau concept de BDS hybride, pour la détection d'intrusion des systèmes industriels et plus particulièrement les automates.
 - Définition d'une nouvelle méthodologie générique qui permette d'analyser les risques dans le domaine industriel et embarqué
- Interfaces augmentées :
- Développement d'une plateforme de réalité augmentée en contexte de mobilité pour des applications dédiées à la reconnaissance d'objets. L'enjeu R&D est de pouvoir représenter des objets et de rajouter des informations en surimpression afin d'aider des personnes dans ses tâches quotidiennes
 - Etude et développement d'une méthode de reconnaissance d'un sous-ensemble d'un objet 3D par vision (Projet 3DSOR). Par exemple, il s'agit de reconnaître différents objets d'un bureau, tel qu'un écran ou téléphone, pour pouvoir les réutiliser dans un autre environnement. Cette étude s'appuie en partie sur les résultats du projet R&D Datavision.
 - Projet de supervision : l'objectif de ce projet est d'étudier, de concevoir et de mettre en place le poste de supervision de demain, regroupant des moyens d'interaction homme-machine innovants basé sur l'immersion et l'interaction dans un environnement 3D virtualisé et un système de composition opportuniste de la représentation de l'information.
 - Projet d'inspection automatique depuis l'infrastructure ferroviaire : l'objectif visé par ce projet, concerne le développement d'application permettant la surveillance du matériel roulant et des infrastructures ferroviaires grâce au traitement d'images des données filmées par les caméras de vidéosurveillance.

XI – LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS

11.1 Mandat du Président.

Le mandat de Président de Monsieur François HUCHER, venant à expiration lors de la réunion de la collectivité des Associés devant statuer sur l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, il est proposé en conséquence de renouveler son mandat pour une nouvelle période d'un (1) an, soit jusqu'à la prochaine décision collective des Associés devant statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

11.2 Mandat des Commissaires aux Comptes.

Les Commissaires aux comptes de la Société, titulaire et suppléant, ont décidé de remettre leur démission respectivement. Il est proposée en conséquence de nommer la société KPMG S.A en qualité de Commissaire aux comptes titulaire et la société SALUSTRO REYDEL en qualité de Commissaire aux comptes suppléant pour la période restant à courir de un (1) exercice expirant à l'issue de la prochaine décision collective des Associés devant statuer dans l'année 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

XII - EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant.

XIII – EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

L'ambition 2017 de la société est de poursuivre sa croissance et ce malgré une baisse probable des nouveaux programmes de R&D dans les secteurs Aéronautique et Défense par la consolidation de nos parts de marché chez nos principaux clients Airbus, Safran et Areva et en accélérant notre diversification sectorielle. Pour ce faire, la société compte d'une part consolider son avance et son leadership dans l'offre Digital Manufacturing et d'autre part concrétiser la vente de contrats Rightshore avec l'offre P&ES (Product & Engineering Services) dans les secteurs où Sogeti High Tech est faiblement présent (Automobile, Equipements Médicaux, Automatismes industriels), ou dans le cadre de projets de massification et d'offshorisation de nos grands donneurs d'ordre.

De tout ce que dessus, le présent rapport de gestion est signé par le Président.

A blue ink signature, appearing to be 'F. Hucher', is written over a horizontal black line.

Le Président

SOGETI HIGH TECH SAS

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2016)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

Aux Associés,
SOGETI HIGH TECH SAS
2 – 10 rue Marceau
92130 Issy les Moulineaux

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SOGETI HIGH TECH, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note B.1 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe qui expose un changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement n°2015-06 de l'ANC.

*PricewaterhouseCoopers Audit SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social: 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483 Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux: Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Les fonds commerciaux et malis techniques sur actifs incorporels, dont le montant net figurant au bilan au 31 Décembre 2016 s'établit à 43 974 milliers d'euros, fait annuellement l'objet d'une comparaison entre la valeur nette comptable et la valeur actuelle selon les modalités décrites dans la note 1.1 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par la direction de la société et à revoir les calculs effectués par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

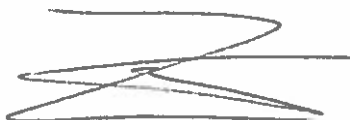
III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 12 avril 2017

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Richard Béjot

SOGETI HIGH TECH SAS

2-10 Rue MARCEAU
92130 ISSY LES MOULINEAUX

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2016

BILAN AU 31 DECEMBRE 2016

Bilan actif (en milliers d'euros)

Rubrique	Montant brut	Amort. Depr.	Net 31/12/2016	Net 31/12/2015
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	140	140		
Concessions, brevets et droits similaires	11 201	9 952	1 249	1 569
Fonds commercial	4 706	4 401	305	43 974
Autres immobilisations incorporelles	43 669		43 669	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage				
Autres immobilisations corporelles	11 517	9 257	2 260	2 917
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	758		758	
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	6 765	2 351	4 414	4 279
Autres immobilisations financières	207		207	618
ACTIF IMMOBILISE	78 963	26 101	52 862	53 358
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	80 199	225	79 974	88 001
Autres créances	117 325		117 325	129 336
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	2 709		2 709	6 037
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	510		510	490
ACTIF CIRCULANT	200 743	225	200 518	223 863
Ecarts de conversion actif	1		1	0
TOTAL GENERAL	279 707	26 326	253 381	277 221

Bilan passif (en milliers d'euros)

Rubriques	Exercice 2016	Exercice 2015
Capital social ou individuel (dont versé : 15 246)	15 246	15 246
Primes d'émission, de fusion, d'apport	41 257	41 257
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	1 427	1 427
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	38 808	45 739
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-7 937	-6 931
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	88 801	96 738
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	3 275	3 522
Provisions pour charges	13 269	13 997
PROVISIONS	16 544	17 518
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	58 321	742
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 047	901
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 786	10 922
Dettes fiscales et sociales	44 998	54 061
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	43	72 037
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	25 841	24 115
DETTES	148 035	162 778
Ecart de conversion passif	0	186
TOTAL GENERAL	253 381	277 221

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers d'euros)

Rubriques	France	Exercice 2016 Exportation	Total	Exercice 2015
Ventes de marchandises	15 536	112	15 648	464
Production vendue de biens				
Production vendue de services	210 734	1 845	212 579	212 710
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	226 270	1 957	228 227	213 174
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			283	39
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			4 749	3 370
Autres produits			51	0
PRODUITS D'EXPLOITATION			233 309	216 583
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			77 956	63 020
Impôts, taxes et versements assimilés			8 366	7 548
Salaires et traitements			116 904	116 343
Charges sociales			52 250	53 480
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 500	1 443
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			162	44
Dotations aux provisions			5 277	5 198
Autres charges			71	100
CHARGES D'EXPLOITATION			262 487	247 177
RESULTAT D'EXPLOITATION			-29 179	-30 594
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			1 249	1 258
Produits financiers de participations			176	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			520	16
Reprises sur provisions et transferts de charges			136	142
Différences positives de change			417	1 100
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			640	1 586
Dotations financières aux amortissements et provisions			129	146
Intérêts et charges assimilées			351	363
Différences négatives de change			160	1 078
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			609	-327
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-28 570	-30 921

Rubriques	Exercice 2016	Exercice 2015
PRODUITS EXCEPTIONNELS		851
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		851
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	109	1 525
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	343
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	33	1 002
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	76	180
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-109	-673
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-20 742	-24 663
TOTAL DES PRODUITS	234 558	218 693
TOTAL DES CHARGES	242 495	225 624
BENEFICE OU PERTE	-7 937	-6 931

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	6	22. Tableau de variation des provisions	18
B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	6	23. Etats des échéances des dettes	19
1. Immobilisations incorporelles	6	24. Dettes concernant les entreprises liées	20
1.1 Fonds commercial et malis techniques sur actifs incorporels	7	25. Charges à payer	20
1.2 Frais de recherche et développement	7	26. Comptes de régularisation	21
1.3 Logiciels	8	26.1 Produits constatés d'avance	21
2. Immobilisations corporelles	8	26.2 Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaie étrangère	21
3. Immobilisations financières	8	E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	21
4. Créances et dettes	8	27. Ventilation du chiffre d'affaires	21
5. Opérations en devises	9	28. Charges et produits financiers avec les entreprises liées	22
6. Provisions réglementées	9	29. Résultat exceptionnel	22
7. Provisions	9	30. Impôt sur les bénéfices	22
8. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations	9	30.1 Intégration fiscale	22
8.1 Prestations en régie	9	30.2 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	23
8.2 Prestations au forfait	9	30.3 Incidence des évaluations fiscales dérogatoires	23
9. Engagements de retraite	10	30.4 Variation de la dette future d'impôt	24
10. Crédit d'Impôt Recherche	10	F. INFORMATIONS DIVERSES	25
11. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi	10	31. Effectif moyen	25
C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF	11	32. Identité de la société mère consolidante	25
12. Immobilisations incorporelles et corporelles	11	33. Engagements hors bilan	25
13. Amortissements	12	33.1 Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables	25
14. Immobilisations financières	12	33.2 Crédit-bail et engagements de location non résiliables	26
15. Dépréciation des postes de l'actif	13	34. Liste des filiales et des participations	27
16. Etat des échéances des créances	14	35. Engagements sur le personnel	28
17. Créances concernant des entreprises liées	15	35.1 Engagements de retraite et assimilés	28
18. Créances représentées par des effets de commerce	15	36. Rémunération des organes de direction	29
19. Produits à recevoir	15	G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	29
20. Comptes de régularisation	16		
20.1 Charges constatées d'avance	16		
20.2 Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères	16		
D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF	17		
21. Tableau de variation des capitaux propres	17		

A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Par décision collective en date du 25 janvier 2016, l'apport partiel d'actifs portant sur l'ensemble des éléments d'actif et de passif composant la branche d'activité « Informatique de Gestion (IG) » de la Société au bénéfice de Capgemini Technology Services a été approuvé par les Associés de la Société. En rémunération dudit apport partiel d'actifs au profit de Sogeti High Tech, Capgemini France, en qualité d'Associé Unique de Capgemini Technology Services, a procédé à l'augmentation de capital de Capgemini Technology Services par émission de 37 938 actions nouvelles d'un (1) euros chacune. La Société est devenue propriétaire de 37 938 actions nouvelles de Capgemini Technology Services, chacune d'une valeur nominale d'un (1) euro.

Ainsi depuis le 25 janvier 2016, la Société détient une participation dans le capital social de Capgemini Technology Services, société par actions simplifiée. Le capital social de Capgemini Technology Services est ainsi détenu :

- à hauteur de 99,26% par Capgemini France,
- à hauteur de 0,74% par Sogeti High Tech.

Les faits marquants concernant sa filiale, Capgemini Technology Services, sont les suivants :

Capgemini Technology Services a conclu avec la société Capgemini France une convention de successeur avec une date d'effet au 1^{er} avril 2016 pour regrouper les fonctions support organisées en services partagés au sein de Capgemini Technology Services. A ce titre, Capgemini Technology Services refacture les sociétés françaises du groupe, pour les prestations de service rendues auprès de chacune d'elles.

B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été élaborés et présentés conformément aux principes comptables français en vigueur à la clôture de l'exercice, et ce dans le respect du principe de prudence, de l'indépendance des exercices, et en presumant de la continuité de l'exploitation. Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 9 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après :

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur valeur historique (hors réévaluation).

La valeur d'utilité des immobilisations incorporelles est testée dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur, et au moins une fois par an en ce qui concerne le fonds de commercial et le poste malis techniques sur actifs incorporels.

1.1 Fonds commercial et malis techniques sur actifs incorporels

Changement de méthode comptable :

Conformément au règlement ANC n°2015-06, à l'ouverture de l'exercice 2016, les malis techniques qui étaient comptabilisés dans le compte fonds commercial ont été affectés, opération par opération, aux actifs sous-jacents sur lesquels existaient les plus-values latentes.

En l'espèce les actifs sous-jacents sont des éléments incorporels du fonds commercial. Par conséquent les malis techniques ont été reclassés dans un nouveau compte comptable qui apparaît au bilan sur le poste autres immobilisations incorporelles.

Les malis techniques sur actifs incorporels s'élèvent à 43 669 K€ et sont constitués du :

- Mali de fusion Cap Sogeti.com – Sogeti France (2005) :	33 434 K€
- Mali de fusion Sinfor (2006) :	9 846 K€
- Mali de fusion Euratec (2009) :	389 K€

Ces derniers ont une durée d'utilisation non limitée.

Restent comptabilisés dans le poste fonds commercial les éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entité.

La valeur d'utilité du fonds commercial dont la durée d'utilisation n'est pas limitée, ainsi que la valeur d'utilité du poste malis techniques sur actifs incorporels qui est lié au fonds commercial, sont testées au moins une fois par an.

Les tests de valeur du fonds commercial et du poste malis techniques sur actifs incorporels consistent en l'évaluation de la valeur d'utilité de la société. L'évaluation de cette valeur d'utilité, s'appuyant sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire, du plan stratégique à 3 ans et étendu sur un horizon de 5 ans, qui incluent des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Les taux d'actualisation (s'appuyant sur le coût moyen pondéré du capital) et de croissance à long terme appliqués au-delà de 5 ans sont appréciés à partir d'analyses du secteur dans lequel l'entité exerce son activité.

Lorsque la valeur d'utilité de l'entité est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur correspondante est affectée au poste fonds commercial et le cas échéant au poste malis techniques sur actifs incorporels.

Lorsque la durée d'utilisation du fond commercial est limitée, celui-ci fait l'objet d'un amortissement. Il n'existe aucune dotation aux amortissements sur l'exercice. En effet, les fonds commerciaux amortissables pour 4 382 K€ sont déjà totalement amortis au 31 décembre 2015.

1.2 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont engagés principalement pour faire évoluer des progiciels dont la société est éditrice, ou dans le cadre de la mise en œuvre de nouvelles offres et/ou solutions nécessitant des investissements lourds en méthodologies et supports. Ils sont inscrits à l'actif lorsqu'ils concernent des projets nettement individualisés et qui ont de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale.

L'amortissement des frais de recherche et développement s'effectue sur 3 ans.

1.3 Logiciels

Les logiciels servant d'outils de production qui constituent un moyen d'exploitation pour l'entreprise ou donnent lieu à des prestations facturées à des clients sont comptabilisés en immobilisations incorporelles. Les coûts de création intègrent le coût des charges directement ou indirectement liées à la mise en état d'utilisation du logiciel.

Les logiciels sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans qui correspond à la durée d'utilité des logiciels.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et ne font pas l'objet de réévaluation.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés dans leur coût d'entrée.

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire, fondé sur la durée de vie d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Des amortissements exceptionnels sont pratiqués dès lors que des immobilisations doivent être mises au rebut avant la fin du plan d'amortissement : ils permettent ainsi de ramener à zéro la valeur nette comptable de ces immobilisations.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Agencements et installations :	3 à 15 ans
Matériel informatique :	2 à 5 ans
Matériels de transport :	3 à 5 ans
Mobilier de bureau :	2 à 5 ans
Mobilier :	5 à 10 ans

3. Immobilisations financières

Les prêts figurent au bilan à leur valeur historique.

Lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence entre les deux. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux futurs de trésorerie actualisés, selon la méthode décrite précédemment (conforme paragraphe 1 – Immobilisations incorporelles). Au cas particulier des titres de participation, la valeur d'utilité est corrigée de l'endettement net.

4. Créances et dettes

Les créances correspondent à la juste valeur de la contrepartie à recevoir. En cas de différé de paiement au-delà des délais accordés habituellement par la société, et lorsque l'effet est significatif sur la détermination de la juste valeur, les paiements futurs font l'objet d'une actualisation.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les factures à émettre ou émises d'avance ainsi que les factures non parvenues sont comptabilisées hors TVA.

5. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération, ou au taux couvert lorsque des couvertures de change ont été mises en place.

Les dettes, créances et disponibilités en devises sont valorisées au bilan :

- soit au taux en vigueur à la date de clôture. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écarts de conversion. Les pertes latentes de change éventuelles donnent lieu à la comptabilisation d'une provision pour perte de change ;
- soit au taux couvert lorsque les opérations ont fait l'objet de couvertures de change.

6. Provisions réglementées

Depuis le 17 août 2012, les dispositions fiscales n'autorisent plus la constitution, en franchise d'impôt, d'une provision pour investissement à hauteur de 50% de la différence entre le régime dérogatoire propre à la société, lorsque celui-ci est plus favorable, et le régime légal. La société a donc cessé de constituer de telles provisions malgré l'existence d'un accord de participation dérogatoire.

En revanche, les provisions antérieurement dotées au titre de ce régime continuent de suivre le régime antérieur.

7. Provisions

Une provision est reconnue au bilan de clôture d'un exercice si et seulement s'il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut-être estimé de manière fiable.

8. Reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations :

8.1 Prestations en régie

Le chiffre d'affaires et les coûts des prestations en régie sont reconnus au fur et à mesure de la prestation.

8.2 Prestations au forfait

Le chiffre d'affaires sur prestations au forfait, qu'il s'agisse de contrats correspondant à la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon la méthode « à l'avancement ». Les coûts des prestations au forfait sont reconnus lorsqu'ils sont encourus.

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan en créances clients ou factures à émettre, selon qu'elles ont été facturées ou non.

9. Engagements de retraite

La valeur actuelle des engagements est calculée annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées.

Elle est déterminée en actualisant les prestations futures attendues. Le taux d'actualisation retenu est calculé sur la base des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance comparable à la maturité de l'engagement. Ce taux s'élève à 1,50 % au 31 décembre 2016 (contre 2,00% au 31 décembre 2015).

Les hypothèses retenues dans le cadre de l'évaluation des engagements sont objectives et mutuellement compatibles. Elles tiennent compte de la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites, et qui reporte, entre autres, l'âge minimum de départ à la retraite à 62 ans pour les personnes nées à compter de 1956, et augmente de 1 à 2 trimestres l'âge de départ « taux plein » pour les autres générations.

Ainsi que le permet la recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 (abrogeant la recommandation CNC n°2003-R.01), les écarts actuariels résultant de changements d'hypothèses actuarielles ou de différences entre les hypothèses actuarielles retenues et l'expérience sont amortis selon la méthode du corridor, sur la durée de vie active moyenne résiduelle dans l'entreprise attendue des membres du personnel bénéficiant du régime, pour la fraction excédant 10% de la valeur actuelle des engagements. De la même manière, les coûts des services passés résultant de changements de régime sont comptabilisés en résultat de manière étalée, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

10. Crédit d'Impôt Recherche

La société mène des activités de recherche. Elle bénéficie à ce titre du dispositif relatif au Crédit d'Impôt Recherche, qu'elle comptabilise en diminution de l'impôt sur les sociétés.

11. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la société a comptabilisé un CICE de 4 448 milliers d'euros en crédit d'impôt société.

Ce CICE a permis en 2016 d'améliorer le fonds de roulement de l'entreprise du fait de la situation déficitaire de l'entité.

C. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

12. Immobilisations incorporelles et corporelles

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2015	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2016
Frais d'établissement et de développement	140				140
Autres postes d'immobilisation incorporelles	59 325		251		59 576
Total immobilisations incorporelles	59 465	0	251	0	59 716
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	5 066	-175	321	-182	5 031
Installations techniques, matériels et outillages					
Matériel de transport	35				35
Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 431	-79	104	-5	6 451
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Total Immobilisations Corporelles	11 532	-254	426	-187	11 517
Acomptes					
TOTAL	70 997	-254	677	-187	71 233

La ligne « Autres postes d'immobilisations incorporelles » comprend notamment les malis techniques sur actifs incorporels qui s'élèvent à 43 669 K€ au 31/12/2016 et qui sont constitués du :

- Mali de fusion Cap Sogeti.com – Sogeti France (2005) : 33 434 K€
- Mali de fusion Sinfor (2006) : 9 846 K€
- Mali de fusion Euratec (2009) : 389 K€

13. Amortissements

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2015	Fusions et apports partiels d'actifs	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2016
Frais d'établissement et de développement	140				140
Autres immobilisations incorporelles	13 763		571		14 334
Total amortissements sur immobilisations incorporelles	13 903	0	571	0	14 474
Terrains					
Constructions					
Installations générales et agencements	3 007	-145	694	-182	3 374
Installations techniques, matériels et outillages					
Matériel de transport	35				35
Matériel de bureau informatique, mobilier	5 574	-30	310	-5	5 849
Emballages récupérables et divers					
Total amortissements sur immobilisations corporelles	8 615	-175	1 004	-187	9 257
TOTAL	22 518	-175	1 575	-187	23 731

14. Immobilisations financières

Montants exprimés en milliers d'euros	Valeur brute au 31/12/2015	Fusions et apports partiels d'actif	Acquisitions et virements de poste à poste	Cessions et virements de poste à poste	Valeur brute au 31/12/2016
Participations évaluées par mise en équivalence	0				
Autres participations	0		758		758
Autres titres immobilisés	0				
Prêts et autres immobilisations financières	7 482	-713	498	-295	6 972
TOTAL	7 482	-713	1 256	- 295	7 730

15. Dépréciation des postes de l'actif

Montants exprimés en milliers euros	Au 31/12/2015	Fusions et apports partiels d'actif	Dotations	Reprises	Au 31/12/2016
Dépréciations sur immobilisations incorporelles	19				19
Dépréciations sur immobilisations corporelles					
Dépréciations sur titres mis en équivalence					
Dépréciation sur titres de participations					
Dépréciation autres immos financières	2 585	-226	128	-136	2 351
Dépréciations sur actif immobilisé	2 604	-226	128	- 136	2 370
Dépréciations sur stocks et encours					
Dépréciations sur créances clients	76		162	-14	225
Autres dépréciations					
Dépréciations sur actif circulant	76	0	162	-14	225
TOTAL	2 680	-226	290	- 150	2 595

16. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 205 006 milliers d'euros en valeur brute au 31 décembre 2016 et se décomposent comme suit :

Montants exprimés en milliers d'euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	6 971	143	6 828
Créances rattachées à des participations			
Prêts	6 765	19	6 746
Autres immobilisations financières	207	125	82
ACTIF CIRCULANT :	198 034	100 364	97 670
Clients	80 176	80 176	
Clients douteux	23	23	
Personnel et comptes rattachés	170	170	
Organismes sociaux	71	71	
Etat : impôts et taxes diverses	27 710	3 393	24 317
Groupe et associés	88 797	15 444	73 353
Débiteurs divers	576	576	
Charges constatées d'avance	510	510	
TOTAL	205 005	100 507	104 498
Montants des prêts accordés en cours d'exercice	498		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

17. Créances concernant des entreprises liées :

Montants exprimés en milliers d'euros	Montant concernant les entreprises	
	Liées > 50%	
Capital souscrit non appelé	0	
Participations	0	
Créances rattachées à des participations	0	
Prêts	0	
Autres titres immobilisés	0	
Autres immobilisations financières	0	
Créances clients et comptes rattachés	8 989	
Autres créances (comptes courants débiteurs)	89 373	
Charges constatées d'avance	0	
TOTAL	98 362	0

18. Créances représentées par des effets de commerce

Néant.

19. Produits à recevoir

Montants exprimés en milliers euros	An 31/12/2016
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
CREANCES D'EXPLOITATION	15 392
Créances clients et comptes rattachés – Factures à émettre	14 287
Autres créances – Fournisseurs, avoir à recevoir	576
Autres créances – Personnel, produits à recevoir	0
Autres créances – Organismes sociaux, produits à recevoir	167
Autres créances – Etat, produits à recevoir	362
TRESORERIE	0
Valeurs mobilières de placement	0
Disponibilités	0
TOTAL	15 392

20. Comptes de régularisation

20.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance incluses dans les postes du compte de résultat sont ventilées comme suit :

Montants exprimés en milliers euros	Au 31/12/2016
CHARGES D'EXPLOITATION	509
Maintenance	222
Place en crèche	142
Locations	142
Divers	3
CHARGES FINANCIERES	0
	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0
	0
TOTAL	509

20.2 Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

Nature des écarts (montants exprimés en milliers d'euros)	Ecart de conversion actif				Net	Ecart de conversion passif Montant total
	Montant total	Différence compensée par		Provision pour perte de change		
		Ecart passif *	Couverture de change			
Acomptes sur immobilisations						
Prêts et autres créances immobilisées						
Créances d'exploitation et diverses	4		4			
Dettes financières						
Dettes d'exploitation et divers	22		21	1		

* Le montant de la dotation a été limité à l'excédent des pertes sur les gains lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les pertes et les gains de change ont été considérés comme concourant à une position globale de change.

D. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

21. Tableau de variation des capitaux propres

Montants exprimés en milliers d'euros	Capital social	Réserve légal	Prime d'apport	Prime de fusion	Autres réserves	Report à nouveau	Prov. régl.	Résultat de l'exercice	Total
Au 01/01/2016	15 246	1 427	6 392	34 865		45 739		-6 931	96 738
Réduction de capital									0
Apport partiel d'actif									0
Affectation du résultat 2015						-6 931		6 931	0
Distribution de dividendes									
Autres mouvements									0
Résultat de l'exercice 2016								-7 937	-7 937
Au 31/12/2016	15 246	1 427	6 392	34 865	0	38 808	0	-7 937	88 801

Au 31 décembre 2016, le capital social est composé de 17728262 actions, dont la valeur nominale s'élève à 0.86 euros, détenues à 79,96% par SAS SOGETI.

22. Tableau de variation des provisions

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2015	Fusions et apports partiels d'actif et divers	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Au 31/12/2016
				Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions pour IDR	11 024	-1 794	1 039	-147		10 122
Provisions p/amendes et pénalités	25			-25		0
Provisions pour perte de change			1			1
Provisions pour litiges	3 496	-212	1 265	-858	-417	3 274
Autres provisions pour risques et charges	2 972		2 972	-2 597	-200	3 147
TOTAL	17 518	-2 006	5 278	-3 627	-617	16 544

Résultat d'exploitation	5 277	-3 627
Résultat financier	1	
Résultat exceptionnel		

Les montants figurant dans la colonne « Fusions et apports partiels d'actif et divers » correspondent pour - 1 825 ke à l'APA fait au 1/1/2016 avec Capgemini TS (voir faits marquants de l'exercice), pour - 225 Ke au transfert SCC et pour 44 ke de régularisation de l'écart actuariel.

Les provisions pour litiges au 31/12/2016 sont composées pour 1 688 ke de provisions prudhommes, pour 898 ke de provisions PAT et pour 688 ke de provision risque clients et sociales.

Les autres provisions pour risques et charges concernent des provisions restructuring.

La société a fait l'objet de contrôles fiscaux lors des exercices précédents, donnant notamment lieu à des propositions de rectification pour la période 2008 - 2013 sur le crédit d'impôt recherche dont la partie relative aux clients privés a fait l'objet d'un rejet de la part de l'administration fiscale. Ces redressements n'ont pas fait l'objet de provisions dans les comptes dans la mesure où la société justifie sa position et estime disposer de chances sérieuses de succès au contentieux.

23. Etats des échéances des dettes

Les dettes dues par la société s'élèvent à 146 989 milliers d'euros au 31 décembre 2016 et se décomposent comme suit :

Montants exprimés en milliers d'euros	Montant brut	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établis. de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	58 321	58 321		
Fournisseurs et comptes rattachés	17 786	17 786		
Personnel et comptes rattachés	12 600	12 600		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 873	13 873		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- Taxe sur la valeur ajoutée	15 146	15 146		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et comptes rattachés	3 379	3 272	107	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	43	43		
Dette rep.de titres emp. ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	25 841	25 841		
TOTAL	146 989	146 882	107	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

24. Dettes concernant les entreprises liées

Montants exprimés en milliers d'euros	Montant concernant les entreprises	
	Liées > 50%	Avec lesquelles la société a un lien de participation de 10% à <50%
Emprunts et dettes financières divers	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 232	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes (comptes courants créditeurs)	58 321	0
Produits constatés d'avance	2 116	0
TOTAL	72 669	0

25. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan s'élève à :

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2016
DETTES D'EXPLOITATION	23 958
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 617
Dettes fiscales et sociales	21 341
DETTES FINANCIERES	0
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dette financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0
DETTES DIVERSES	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0
Autres dettes	0
TOTAL	23 958

26. Comptes de régularisation

26.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance inclus dans les postes du compte de résultat sont ventilés comme suit :

Montants exprimés en milliers euros	Au 31/12/2016
CHARGES D'EXPLOITATION	25 841
Sur Facturation clients	25 841
CHARGES FINANCIERES	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0
TOTAL	25 841

26.2 Ecarts de conversion sur créances et dettes en monnaie étrangère

Se référer au paragraphe C.20.2

E. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

27. Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2016 se ventile de la façon suivante :

Montants exprimés en milliers euros	Exercice 2016
Ventes de marchandises	15 648
Ventes de produits finis	
Services et conseils en informatique	212 579
Chiffre d'affaires total	228 227

La répartition du chiffre d'affaires par lieu géographique est la suivante :

Montants exprimés en milliers euros	Exercice 2016
France	226 270
Export	1 957
Chiffre d'affaires total	228 227

28. Charges et produits financiers avec les entreprises liées

Montants exprimés en milliers d'euros	Montant concernant les entreprises	
	Liées > 50%	Avec lesquelles la société a un lien de participation de 10% à <50%
Charges financières	-321	0
Produits financiers	0	0
TOTAL	-321	0

29. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice se décompose de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 2016	Exercice 2015
PRODUITS EXCEPTIONNELS		851
Cessions d'immobilisations		851
Autres produits sur opérations de gestion		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-109	-1 525
Cessions d'immobilisations	-33	-1 002
Autres charges sur opérations de gestion	0	-343
Dotations aux amortissements et provisions	-76	180
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 109	- 673

30. Impôt sur les bénéfices

30.1 Intégration fiscale

La société SOGETI HIGH TECH est membre d'un Groupe d'intégration fiscale ayant pour société mère la société Cap Gemini SA, dont le siège social est situé 11 rue de Tilsitt – 75017 PARIS.

L'impôt sur les sociétés supporté par la société SOGETI HIGH TECH est égal à celui qui serait payé en l'absence d'intégration fiscale.

30.2 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Montants exprimés en milliers d'euros	Résultats avant impôts	Calcul de l'impôt 0.00 %
Résultat courant	-28 570	0
Résultat exceptionnel	-109	0
Participation de l'exercice		0
Résultat comptable avant impôt	-28 679	0
Différences fiscales	-413	0
Crédits d'impôt		
Crédit d'impôt apprentissage		
Crédit d'impôt famille		-77
Crédit d'impôt mécénat		
Crédit d'impôt recherche		-16 217
Crédit d'impôt compétitivité emploi		-4 448
Rappels d'impôt		0
IMPOT SUR LES BENEFICES		-20 742

30.3 Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

Montants exprimés en milliers d'euros	Au 31/12/2016
Résultat net de l'exercice	-7 937
Impôts sur les bénéfices (nets de crédits d'impôt)	-20 742
Résultat avant impôt	- 28 679
Variation des provisions réglementées :	
Amortissements dérogatoires	
Provisions pour hausse des prix	
Provisions pour investissements	
Autres évaluations dérogatoires	0
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôts)	- 28 679

30.4 Variation de la dette future d'impôt

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2016	Exercice 2015
Charges non déductibles l'année de comptabilisation :		
Participation des salariés	0	81
Congés payés		
Organic	343	379
Effort construction	128	145
Provisions réglementées :		
Provisions pour investissements	0	0
Provisions :		
Provision IDR	10 122	9 230
Provision pour perte de change	1	0
Provision pour pertes à terminaison	899	1 361
Provision pour restructuration	222	88
Autres provisions	256	614
Ecart de conversion actif et passif :		
Ecart de conversion sur opérations couvertes	36	21
Ecart de conversion sur opérations non couvertes	-1	147
Ecart de réévaluation des couvertures de change	-28	31
Autres provisions	0	0
Divers :		
Désactualisation Areva	7	5
TOTAL	11 985	12 102
Taux d'impôt sur différences temporaires	34,43 %	34,43 %
IMPOTS DIFFERES	4 126	4 166
Allègements de la dette future d'impôt :		
Déficits reportables	127 728	98 636
Provision pour investissement		
TOTAL	127 728	98 636
Taux d'impôt sur différences temporaires	34,43 %	34,43 %
IMPOTS DIFFERES	43 976	33 960

F. INFORMATIONS DIVERSES

31. Effectif moyen

Sur l'exercice 2016, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Exercice 2016	Effectif
Cadres	2 321
Agents de maîtrise, et techniciens	135
Employés	290
TOTAL	2 746

La société Sogeti High Tech a fait appel, en 2016, à 7 intérimaires externes pour un montant total de 23 ke. Elle a également supporté, en 2016, des coûts Groupe de supports partagés pour 642 ke.

32. Identité de la société mère consolidante

Les comptes de la société mère sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société Cap Gemini SA, dont le siège est 11 rue de Tilsitt – 75017 PARIS.

33. Engagements hors bilan

33.1 Engagements hors crédit-bail et engagements de location non résiliables

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2016
ENGAGEMENTS DONNES :	
- Engagements financiers	
. Effets escomptés non échus	0
. Avals et cautions (contrats)	0
. Autres	0
- Autres engagements donnés :	
. Engagements fermes d'achats	0
. Engagement d'achats et ventes de devises à terme auprès de Cap Gemini SA (2)	0
. Engagements de Locations	5 687
. Immobilisations	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES	5 687

Le recours croissant à la production délocalisée dans les centres situés en Inde mais aussi en Pologne expose le Groupe à des risques de change notamment sur une partie de ses coûts de production. Dans ce cadre, il a été mis en place une centralisation du risque de change sur transactions opérationnelles de ses filiales. A ce titre, la société fournit à Cap Gemini SA des déclarations périodiques de son exposition aux risques de change sur un horizon de 1 à 3 ans. Sur cette base, la société bénéficie de garanties de change internes octroyées par Cap Gemini SA, cette dernière agissant en tant que banque interne. Ces couvertures de change prennent principalement la forme d'achats et de ventes à terme de devises.

Les engagements ainsi pris par la société au 31 décembre 2016 sont les suivants :

Devise	Position	Base devise (milliers)	Mark to Market (k€)	Date début	Date fin
GBP	Achat	190	-7,44	01/01/2017	31/03/2018
GBP	Vente	100	3,9	01/01/2017	31/03/2018
INR	Achat	290 000	276,31	01/01/2017	31/03/2018
PLN	Achat	80	-0,68	01/01/2017	31/03/2018
USD	Vente	6 100	-362,14	01/01/2017	31/03/2018
INR	Achat	116 000	17,73	01/01/2018	31/03/2019
INR	Achat	43 500	-3,38	01/01/2019	31/03/2020

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2016
ENGAGEMENTS RECUS :	
- Engagements financiers	
. Effets escomptés non échus	0
. Avals et cautions (contrats)	0
. Autres	0
- Autres engagements reçus	
. Garanties reçues de clients	89
. Garantie de passif sur acquisition de titres de participation	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS RECUS	89

La caution reçue correspond à la restitution d'acompte et de responsabilité de vices de la société SPIE Belgium.

33.2 Crédit-bail et engagements de location non résiliables

Néant

34. Liste des filiales et des participations

Montants exprimés en milliers euros	Valeur comptable des titres détenus		Pourcentage de détention	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos
	Brute	Nette			
A. Renseignements concernant les filiales et participations					
1. Filiales (+50% capital détenu)					
NEANT					
2. Participations (10 à 50% du capital détenu)					
NEANT					
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations					
1. Filiales non reprises en A :					
a) Françaises :					
NEANT					
b) Etrangères :					
NEANT					
2. Participations non reprises en A :					
a) Françaises :					
Capgemini Technology Services SAS	758	758	0.74%	90 695	27 033
b) Etrangères :					
NEANT					
TOTAL	758	758		90 695	27 033

35. Engagements sur le personnel

35.1 Engagements de retraite et assimilés

La variation de la provision pour indemnités de départ à la retraite entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 s'analyse comme suit :

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2015	Variation	Exercice 2016
Engagement de retraite	13 058	-1703	11 356
Pertes et gains actuariels non comptabilisés	-1 990	757	-1 233
Coûts des services passés non financés	0	0	0
PROVISION D'INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE	11 068	-946	10 122

L'évolution de la valeur actuelle de l'engagement de retraite se décompose comme suit :

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2016
Valeur actuelle de l'engagement au 1 ^{er} janvier 2016	13 058
Charge d'intérêts	217
Coût des services rendus au cours de l'exercice	758
Prestations servies	-147
Changement de périmètre	-2 156
Ecart actuariel sur obligation	-375
Profit reconnu au titre de la réduction du régime à prestations définies	0
Autres mouvements	0
VALEUR ACTUELLE DE L'ENGAGEMENT AU 31 DECEMBRE 2016	11 356

L'impact de la provision pour indemnités de départ à la retraite sur le résultat 2016 est le suivant :

Montants exprimés en milliers d'euros	Exercice 2016
Coût des services rendus au titre de l'exercice	758
Charge d'intérêts	217
(Gain) / perte actuariel net comptabilisé au cours de la période	64
Coût des services passés	0
Profit enregistré au titre de la réduction du régime à prestations définies	0
CHARGE COMPTABILISEE EN RESULTAT	1 039

Les données relatives aux bénéficiaires prises en compte pour l'évaluation de l'engagement sont les suivantes :

Exercice 2016	
Nombre de bénéficiaires	2 670
Durée moyenne de vie active restante dans l'entreprise (en années)	8.75
Age moyen des bénéficiaires (en années)	37.60

36. Rémunération des organes de direction

La rémunération des dirigeants n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à mentionner des rémunérations individuelles.

Par ailleurs, aucune avance ou crédit n'a été accordé aux dirigeants sociaux.

G. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

